

Subject Files Regarding Political and Security Matters

Reports and Correspondence

c/POL/130/GvTS - Measures to Maintain Peace and Security - Co-ordination and Liaison 06/07/1960-17/12/1962  
- General

PLEASE RETAIN  
ORIGINAL ORDER

SC  
CC

DECLASSIFIED

UN ARCHIVES

SERIES S-0735

BOX 16

FILE 8

ACC. DAG 12/1.6.1.0

UNITED NATIONS — NATIONS UNIES

INDICATE  
PRIORITY

S V C Service	FFFFF Routine	SSSSS Priority	X	PRIORITE NATIONS
------------------	------------------	-------------------	---	---------------------

Priorité Nations traffic  
is strictly limited.

N R

1962 DEC 19 PM 2:47

(2)

Address(es)

ONUC

O.N.U.C.

COQUILHATVILLE

→ C/POL 13064

(TEXT & SIGNATURE)

insert prefix & / or number as required

USE DOUBLE SPACING.

Civcog

12000 109. GRIFFON FROM GILPIN KAHALE AT REQUEST MINISTRY INTERIOR  
CENTRAL GOVERNMENT PLEASE ADVISE PROVRES THAT CELESTIN LUNYASI SECRETAIRE  
D'ETAT A L'INTERIEUR WILL ARRIVE COQUILHATVILLE TODAY AND STAY TWO OR  
THREE DAYS TO EXAMINE SITUATION.

INFORMATION COPY  
MESSAGE DISPATCHED

cc: Mr. Kahale



2500 x 200 — Imp. Plateau 11267

T. O. R.

BY :

Drafted by :

Authorized :

T. O. D.

Date : A.C. Gilpin  
A.C. Gilpin





MINISTRE DE L'INTERIEUR  
CABINET DU MINISTRE



Léopoldville, le ..... 196.....

(1) No .....

→ C/POL 130 Gen

C O M M U N I Q U E

Réf. n° :

Annexe :

Objet :

Monsieur Célestin LUNYASI, Secrétaire d'Etat à l'Intérieur quittera la Capitale demain mercredi 19 Décembre 1962 à destination de Coquilhatville où il examinera la situation qui semble confuse dans l'ex-Province de l'Equateur.-

Cette mission officielle qu'effectue le Secrétaire d'Etat LUNYASI aura une durée de 2 à 3 jours.-

Fait à Léopoldville, le 18 Décembre 1962.-

LE SECRETAIRE D'ETAT A L'INTERIEUR

Célestin LUNYASI.-

*Copie à l'ONU  
avec prière d'aviser les autorités  
de Coq toute communication téléphonique  
et télégraphique étant coupée.*

*called cor  
19/12*



3  
UNATIONS  
NEW YORK

→ C/POL 130 gen-  
C/POL 110  
C. TC. 250/5  
See NY 9047.  
4 OCTOBER 1962

ONUC \_\_\_\_\_ AMACHREE FROM AHMED

WE UNDERSTAND FROM PRIME MINISTER ADOULA THAT MIBA HAS  
AGREED TO PAY TAXES TO CENTRAL GOVERNMENT AND TO CHANNEL  
EXPORTS OF DIAMONDS THROUGH LEOPOLDVILLE.



CC

S. Habib Ahmed  
4 October 1962



NNNNO

RECEIVED  
1962 OCT -2 PM 5:03

1962 OCT -2 PM 5:25  
O.N.U.C.

UC 086

(c2)

c/

c/ pol 130 GEN

44003

4UC96-----35

SS 4UC75

DE 4UC96 35/02

FM ONUC LULUABOURG

TO ONUC LEOPOLDVILLE

BT

UNCLAS CIV 1028 GARDINER AHMED FROM SUCCAR. REFERENCE

OUR UNCLAS CIV 1014 PARAGRAPH C WOULD APPRECIATE ANY INFORMATION

WAS TO THE RETURN DATE OF PRESIDENT KAMANGA AND HIS PARTY

BT

CFN 1028 10/4

02/1545Z OCT 4UC96



OK/CIVOPS



c/pol 130/gen

UC---035

4UC90 003

SS 4UC75

DE 4UC90 03/26

FM ONUC EVILLE

TO ONUC LEO

BT



RECEIVED

SEP 26 1962

UNCLAS ELLEO 1275. GARDINER FROM MATHU INFO BADRE COMMISSION DES REV-  
ENUES UNE SEANCE 25 SEPTEMBRE APRES-MIDI. VOICI TEXTE PROCES VERBAL: QUOTE  
LA DELEGATION DU GOUVERNEMENT CENTRAL POSE A NOUVEAU LA QUESTION A  
LA DELEGATION KATANGAISE DE SAVOIR SI ELLE ACCEPTE LE MANDAT TEL QUE  
PRECISE AU PROGRAMME DE MISE EN OEUVRE DU PLAN. PARA LA DELEGATION  
DU KATANGA REpond QU'IL LUI EST IMPOSSIBLE, ACTUELLEMENT DE DIRE SI  
ELLE PEUT ACCEPTE LA TOTALITE DU MANDAT TEL QUE PRECISE. TOUTEFOIS,  
COMME DANS LE MANDAT QU' ELLE A RECU SE TROUVE EGALEMENT LA DETERMINATION  
DES MODALITES PAR LESQUELLES DES REVENUS SERONT VERSES AU GOUVERNEMENT  
CENTRAL , ELLE PROPOSE DE DISCUTER DES A PRESENT DE CES MODALITES. PARA  
LA DELEGATION DU GOUVERNEMENT CENTRAL REpond QU' ELLE NE PEUT DISCUTER  
LES MODALITES DE CETTE REPARTITION DE REVENUS AVANT QUE LE KATANGA N'AIT  
CLAIREMENT PRECISE S'IL EST DISPOSE A CEDER, COMME PREVU AU MANDAT EN  
QUESTION CINQUANTE POUR CENT DES REVENUS DECRITS. ELLE INVITE LA  
DELEGATION KATANGAISE A S'EN REFERER AU GOUVERNEMENT KATANGAIS. PARA  
CFN 1275 25



PAGE TWO DE 4UC90 03/26

LA DELEGATION KATANGAISE REpond QU'ELLE S'EN R2F2RERA ANSON GOUVERNEMENT,  
MAIS QUE DE TOUTE FACON ELLE AURAIT DEJA SOUHATE DISCUTER DES MODALITES.  
AVANT DE POUVOIR PRENDRE POSITION. LE GOUVERNEMENT KATANGAIS DEVRA ETUDIER  
L'INCIDENCE DU PARTAGE SUR LES FINANCES ET SUR SA SITUATION ECONOMIQUE .  
PARA LA SEANCE EST LEVEE A 16H.15 ET LA PROCHAINE REUNION FIXEE AU  
MERCREDI 26 SEPTEMBRE A 15H.30 UNQUOTE

BT

CFN R2F2RERA 16H.15 26 15H.30

26/07 15Z SEP 4UC90

Oic.

NNN

REC'D	DELIVERED TO:
<input checked="" type="checkbox"/>	AL.
<input checked="" type="checkbox"/>	MAILS.
<input type="checkbox"/>	F.X.
<input type="checkbox"/>	F.A.O.
<input type="checkbox"/>	I.T.O.
<input type="checkbox"/>	M.H.O.
<input type="checkbox"/>	WELFARE
<input type="checkbox"/>	

Telephoned message

Copy sent → Mr. Badre, Rom 160

Done 28.XI.61

W. Canabini

AC 2

~~AC 2~~

C/POL 130 Gov

NR 6 FFF COQ 39 25 1110z

ONUC LEO

DUMONTET BADRE FROM HABAL STOP REUR CABLE OF 22 NOVEMBER THE  
TWO AUTOMOBILES TYRES WITH TUBES HAVE BEEN RECEIVED AND DELIVERED  
TO PRESIDENT EKETEBI WHO DESIRES THAT HIS APPRECIATION  
BE CONVEYED TO AMERICAN AMBASSADOR STOP KINDEST REGARDS

Please inform US mission  
P.S.

4UCQ/11/25/1232/z/BUF

REC'D CIV. OPS.

DATE : 27 NOV. 1961

TIME : 0915



YC10 S NY 51 20 2023Z ;

RECEIVED  
O.N.U.C.

ETAT PRIORITE

ONUC

LEO ;

1961 FEB 20

20 : 3 3

1180 WINNER AT DEMAND GUINEA GOVERNMENT ALL UN AND AGENCY  
EXPERTS BEING RECALLED IMMEDIATELY FROM GUINEA STOP TAB  
REPRESENTATIVE SAMEH IS ARRANGING FOR PERSONAL EFFECTS OF  
WIRTS TO BE SHIPPED TO HOLLAND STOP HAVE ASKED SAMEH CABLE  
WIRTS DIRECT BUT AM SENDING THIS CONFIRMATION FOR WIRTS  
INFORMATION ;

MCDIARMID

COL 1180 "

INCOMING TELEGRAM delivered to:			
Spec. Repr. SG	Chief Gen. Serv.		ILO
MIL Assist. SG	Chief Info Off		UNESCO
Chief Civ. Ops	Chief Aviation		Mail Operat.
Chief Adm. Off	Chief ID		PX Officer
Chief Fid Adm	Chief Sec & Travel		FAO Repr.
Chief Pers Off	Chief Language Serv.		ITU Repr.
Chief Fin. Off	UN Food Relief		WMO
Chief Proc Off	Welfare Office		Ch. Comm Off
MILITARY representatives:		M:	

do you? *Handwritten signature*



6/Pol 130 GOVT Cr

49

1961 FEB 16 AM 10:28

O.N.U.C.

UC045CUE018

\*\*\*\*\*00 CUA

DE CUE 15/16

O 160900Z

FM ONUC EVILLE

TO ONUC LEOPOLDVILLE

BT

UNCLASS ELLEO 143 DAVAL FROM BERENDSEN STOP FOLLOWING MESSAGE RECEIVED FROM TSHOMBE STOP QUOTE LE PRESIDENT DE L'ETAT DU KATANGA PRESENTE SES COMPLIMENTS AU REPRESENTANT DE L'ONU A ELISABETHVILLE ET A L'HONNEUR D'ACCUSER RECEPTION DU MESSAGE DE MONSIEUR DAVAL QUI LUI A ETE TRANSMISE EN DATE DU 12 COURANT. EL E'INSURGE CONTRE LES INTERPRETATIONS TENDANCIEUSES TANT DU REPRESENTANT SPECIAL DU SECRETAIRE GENERAL AU CONGO QUE DES SERVICES D'INFORMATION DE L'ORGANISATION INTERNATIONALE. L'ACTION ENTREPRISE N'AVAIT D'AUTRE OBJECTIF QUE LE DEGAGEMENT DU RAIL ENTRE LUBUDI ET BUKAMA. CETTE VOIE DE COMMUNICATION VITALE POUR LE KATANGA, LE KASSAI ET D'AUTRES REGIONS DU CONGO ET DONT SELON LES CFN CFN ELLEO 143 12



TERMES DE L'ARRANGEMENT DU 17 OCTOBRE 1960, LES FORCES DES NATIONS UNIES S'ENGAGEAIENT A /LA GARDER OUVERTE ET EN ASSURAIENT LA SECURITE" FUT COUPEE A PLUSIEURE REPRISES PAR LES BANDES DE HORS LA LOI TANDIS QUE LES VOYAGEURS ETAIENT RANCONNES, MOLESTES, VOIRE TUES COMME CE FUT NOTAMMENT LE CAS LE 20 DECEMBRE 1960. EN QUALIFIANT "D'OFFENSIVE MILITAIRE" UNE ACTION DE POLICE RENDUE INELUCTABLE PAR LA PASSIVITE ET LA CARENCE DES FORCES DE L'ONU DANS LE NORD KATANGA, LES AUTORITES DE L'ONU TRAVESTISSENT DELIBEREMENT LES FAITS. MIEUX QUE QUICONQUE LES AUTORITES RESPONSABLES DE L'ONUC SAVENT QUE LE GOUVERNEMENT KATANGAIS NO FAIT QU'USER DE SON DROIT IMPREScriptIBLE DE MAINTENIR L'ORDRE ET LA TRANQUILLITE SUR L'ETENDUE DE TERRITOIRE SOUS SA JURIDICTION. DANE UN SINCERE SOUCI DE CONTRIBUER A L'APAISEMENT DES ESPRITS DANS CETTE PARTIE DU KATANGA, LE GOUVERNEMENT AVAIT MARQUE ACCORD A L'ETABLISSEMENT D'UNE SONE NEUTRE DANE LE NORD DU KATANGA. ALORS QUE LES FORCES REGULIERES DE L'ORDRE RESPECTAIENT SCRUPULEUSEMENT LES CLAUSES DE L'ARRANGEMENT INTERVENU ET S'ABSTENAIENT DE TOUTE INTERVENTION DANS CETTE SONE, LES FORCES DE L'ONU SE MONTRAIENT TOTALEMENT INCAPABLES D'EXECUTER LEURS OBLIGATIONS, PARTICULIEREMENT CELLES RELATIVES AU DESARMEMENT DES BANDES DE HORS LA LOI. CELLES-CI ONT PU, AU COURS DES MOIS ECOULES, SE LIVRER EN TOUTE IMPUNITÉ A DES ACTIONS DE

CFN ELLEO 143 17 1960 20 1960



PAGE THREE CUE 15/06

TERRORISME ET DE BRIGANDAGE, SE LIVRANT MEME A DES AGRESSIONS CONTRE LES FORCES DE L'ORDRE STATIONNEE EN DEHORS DE LA SONE DITE NEUTRE. LES AUTORITES DE L'ONU DOIVENT, SI ELLES SONT DE BONNE FOI, RECONNAITRE QUE LES FORCES DE L'ORDRE ONT SUPPORTE AVEC UNE EXTREME PATIENCE LES ATTAQUES MONTEES A PARTIR DE CETTE ZONE, SANS JAMAIS FAIRE USAGE DE LEUR LEGITIME DROIT DE POURSUITE. LOREQUE DES SOLDATS EN ARMES A LA SOLDE DU PRETENDU GOUVERNEMENT CENTRAL DE STANLEYVILLE ENT ENVAHI IMPUNEMENT LA SONE DITE NEUTRE, IL EST APPARU CLAIREMENT QUE L'ONU N'AVAIT PAS LA VOLENTE OU LE POUVOIR DE RESPECTER ET FAIRE RESPECTER LES CLAUSES DE L'ARRANGEMENT CONCLU AVEC LE GOUVERNEMENT KATANGAIS.

PERSONNE S'IL EST DE BONNE FOI, NE CONTESTERA QUE LE GOUVERNEMENT KATANGAIS AVAIT LE DROIT DE REPRENDRE SA LIBERTE D'ACTION, DES LORS QUE L'ONU ETAIT AUSSI MANIFESTEMENT INCAPABLE D'ASSUMER SES OBLIGATION. C'EST POURQUEI, IL EST DU DEVOIR DES AUTORITES KATANGAISES DE PRENDRE TOUTES MESURES UTILES AFIN DE TENIR LES REGIONS SAINES DU PAYS A L'ABRI DES VIOLENCES ET DES RUINES ACCUMULEES EN QUELQUES MOIS DANS LE NORD DU KATANGA PAR DES CRIMINELS IRRESPONSABLES.

LE PRESIDENT DE L'ETAT DU KATANGA REGRETTE QUE LE SOUCI EXPRIME DANS PENULTIEME ALINEA DU MESSAGE DU REPRESENTANT SPECIAL DU SECRETAIRE

CFN ELLED 143



PAGE FOUR CUE 15/06

GENERAL N'AIT PAS DAVANTAGE INSPIRE L'ATTITUDE DES FORCES DE L'ONU DANS LE NORD KATANGA. CES FORCES ONT TMOIGNE JUSQU'A CE JOUR D'UNE SINGULIERE MANSUETUDE A L'EGARD DES BANDES D'ASSASSINS ET DE PILLARDS QUI ONT COMPROMIS POUR DE LONGUES ANNEES L'ESSOR ECONOMIQUE ET SOCIAL DE CES TERRITOIRES.

LE PRESIDENT DE L'ETAT DU KATANGA TIENT A SOULIGNER QUE LES OPERATIONS DE POLICE ONT ETE MENEES, AINSI QU'EN ONT TMOIGNE LES OBSERVATEURS IMPARTIAUX, AVEC LE SOUCI CONSTANT D'EVITER LES EFFUSIONS DE SANG. PAR AILLEURS, IL CONVIENT DE NE PAS CONFONDRE LES POPULATIONS INOFFENSIVES QUI SE REJOUISSENT DU RETABLISSEMENT DES CONDITIONS NORMALES D'EXISTENCE, AVEC LES TERRORISTES ARMES. LE PRESIDENT DE L'ETAT DU KATANGA DEPLORE LA TENEUR DU MESSAGE DU REPRESENTANT SPECIAL QUI REVELE UNE APPRECIATION ERRONEE D'UNE ACTION QUI NE VISE QU'A RETABLIR L'ORDRE ET LA PAIX DANS DES REGIONS TROUBLEES PAR CERTAINS ELEMENTS IRRESPONSABLES. STOP UNQUOTE STOP

ENDALL

BT

CFN ELLEO 143

16/0900Z FEB CUE

1020



YC21 NY 160/155 7 1718Z ;

LTF

QNUC

LEO ;

864 DAYAL FOLLOWING IS TEXT OF LETTER SENT TODAY TO PERMANENT REPRESENTATIVES OF UNITED KINGDOM AND BELGIUM COLON QUOTE THE  
| OFFICIALS IN THE REPUBLIC OF THE CONGO HAVE BEEN ATTEMPTING  
TO KEEP ACCURATE ACCOUNTS OF THE NUMBER OF NON CONGOLESE WHO  
IN RECENT WEEKS HAVE LEFT ;

P2/52/50 ;

THE PROVINCES OF ORIENTALE AND KIVU STOP WHILE THESE  
OFFICIALS HAVE FAIRLY RELIABLE INFORMATION CONCERNING  
THOSE WHO HAVE BEEN EVACUATED WITH THE DIRECT AND INDIRECT  
ASSISTANCE OF THE UN CMA IT HAS BEEN IMPOSSIBLE TO SECURE  
DEPENDABLE ESTIMATES OF THOSE WHO HAVE ON THEIR OWN CROSSED  
THE FRONTIER INTO UGANDA/RUANDA ;

P3/58/55 ;

URUNDI STOP PARA I HOPE THAT YOUR GOVERNMENT WOULD FIND IT  
POSSIBLE TO SECURE FROM THE AUTHORITIES IN UGANDA/RUANDA  
URUNDI SUCH INFORMATION IN REGARD TO THIS QUESTION AS THEY  
MAY BE ABLE TO GIVE AND TO HAVE THAT INFORMATION PLACED AT  
THE DISPOSAL OF THE UNITED NATIONS STOP PLEASE ACCEPT ETC  
STOP UNQUOTE END ;

SEC GEN "

COL 864 "

*c/pOL 130 GOVT*  
*C2*

RECEIVED  
7/17/50  
17:30



C2

YC11 S NY 176 30 21282 ;

ETAT PRIORITE

QNUC

LEO ;

INCOMING TELEGRAM delivered to:		
Spec. Repr. SG	Chief Gen. Serv.	ILO
Mil. Asst. SG	Publ. Info Off	UNESCO
Chief Civ. Ops	Civil Aviation	Mail Operat.
Chief Adm. Off	WHO	PA Officer
Chief Fld. Adm.	Imm. & Travel	FAO Repr.
Chief Pers. Off	Leg. Coun. Serv.	ITU Repr.
Chief Fin. Off	UN Food Relief	WMO
Chief Proc. Off	Welfare Office	Ch. Comm. Off.
MILITARY recipients:		M:

Dayal

C/POL/30 GOVT.

72 DAYAL FROM SECGEN FOLLOWING NOTE VERBALE NO. S.189

RECEIVED TODAY FROM BELGIAN PERMANENT REPRESENTATIVE COLON

QUOTE LE REPRESENTANT PERMANENT DE LA BELGIQUE PRESENTE SES

COMPLIMENTS A MONSIEUR LE SECRETAIRE GENERAL DES NATIONS

UNIES CMA ET A LHONNEUR DE SE REFERE A SES NOTES NOS 87 CMA ;

P2 ;

130 ET 171 RESPECTIVEMENT DES 16, 19 ET 25 JANVIER 1961 CMA ET

RELATIVES A LA DETENTION ILLEGALE EN TERRITOIRE CONGOLAIS DE

HUIT MILITAIRES DE NATIONALITE BELGE CMA AINSI QU'A SES NOTES

NOS 154 ET 162 DU 24 ET DU 25 JANVIER CMA CONCERNANT LES ABUS CMA

SERVICES ET ;

P3 ;

EXACTIONS CONTRAIRES AUX DROITS DE L'HOMME LES PLUS ELEMENTAIRES

CMA ET DONT CONTINUENT A ETRE QUOTIDIENNEMENT VICTIMES ENTRE

AUTRES LES RESSORTISSANTS BELGES DANS LES PROVINCES ORIENTALE

ET DU KIVU DE LA REPUBLIQUE DU CONGO STOP PARA LE REPRESENTANT

PERMANENT DE LA BELGIQUE PRIE LE SECRETAIRE GENERAL DE VOULOIR

BIEN FAIRE ;

P4/26 ;

DISTRIBUER LE TEXTE DE CES COMMUNICATIONS A TOUS LES MEMBRES

DES NATIONS UNIES SOUS FORME DE DOCUMENT STOP PARA CL SAISITO

OCCASION

ETC STOP UNQUOTE "

C

CETTE

COL 702 S.189 87 130 171 16, 19 25 1961 154 162 24 25 "



9 POL 130 GOVT

568

YC38 S NY 548 19 1728Z ;  
ETAT PRIORITE

QNUC

LEO ;

424 DAYAL FROM SECSEN. SOVIET DELEGATION HAS JUST ISSUED  
FOLLOWING STATEMENT. QUOTE JANUARY 18, 1961. UNOFFICIAL  
TRANSLATION. STATEMENT OF THE USSR MISSION TO THE UNITED  
NATIONS IN CONNECTION WITH THE DELIVERY OF THE PRIME-  
MINISTER OF THE CONGO, PATRICE LUMUMBA, AND OTHER OUTSTANDING ;  
P2 ;

CONGOLESE STATESMEN INTO THE HANDS OF THE BELGIAN COLONIASTS  
AS IT HAS JUST BECOME KNOWN, THE PRIMEPAMINISTER OF THE REPUBLIC  
OF THE CONGO, PATRICE LUMUMBA, TOGETHER WITH TWO OTHER  
OUTSTANDING CONGOLESE STATESMEN -- THE PRESIDENT OF THE SENATE,  
JOSEPH OKITO, AND THE YOUTH MINISTER, ;

P3 ;

MAURICE MPOLO, WHO HAD ARBITRARILY BEEN DEPRIVED OF FREEDOM  
BY THE ARMED MOBUTU GANGS, WERE TRANSFERRED FROM THE LEOPOLD-  
VILLE AREA WHERE THEY WERE UNLAWFULLY KEPT UNDER ARREST  
TO A KATANGA JAIL. MOREOVER, IT HAS ALSO BECOME KNOWN THAT  
THE HEAD OF THE LAWFUL CONGO GOVERNMENT AND ;

UA ;

HIS TWO COLLEAGUES WERE MERCILESSLY BEATEN AND SUBJECTED  
TO ALL SORTS OF OFFENCES. PARA THESE ACTIONS REPRESENT A  
NEW FLAGRANT CRIME OF THE CHIEFTAINS OF THE PRESENT UNLAWFUL  
REGIME IN THE CONGO -- AND ANOTHER BLUNT CHALLENGE ON THEIR  
PART WITH REGARD TO THE UNITED NATIONS. THE TRANSFER ;

INCOMING TELEGRAM delivered to			
Spec. Repr. SG	<input checked="" type="checkbox"/>	Chief Gen. Serv.	ILO
MIL. Assist. SG		Publ. Info Off	UNESCO
Chief Civ. Ops	<input checked="" type="checkbox"/>	Civil Aviation	Mail Operat.
Chief Adm. Off		WHO	PK Officer
Chief Fid. Adm		Adm. & Travel	FAO Repr.
Chief Pers Off		Language Serv.	ITU Repr.
Chief Fin. Off		UN Food Relief	WHO
			Ch. Comm. Off.
MILITARY recipients:		M:	

SL



P5 ;

OF MESSRS. LUMUMBA, OKITO AND MPOLO TO THE KATANGA TERRITORY IS IN FACT NOTHING BUT THEIR DIRECT DELIVERY INTO THE HANDS OF THE BELGIAN COLONIALISTS, FOR IN KATANGA THERE HAS BEEN ESTABLISHED THE REGIME OF THE BELGIAN OCCUPATION AND ALL MATTERS HAVE IN FACT BEEN DETERMINED BY THE ;

P6 ;

BELGIAN COLONIAL ADMINISTRATION AND BY ITS STOOGES TSHOMBE. PARA IT IS WELL EVIDENT THAT THE NEW CRIMINAL ACT WITH REGARD TO THE NATIONAL LEADERS OF THE NONGOLESE PEOPLE DISPLAYS ONCE AGAIN THE REAL AIMS OF THE BELGIAN COLONIALISTS AND THEIR NATO ALLIES AND THEIR STOOGES. THE DELIVERY OF ;

P7 ;

LUMUMBA, OKITO AND MPOLO INTO THE HANDS OF BELGIANS SHOULD LEAVE NOBODY IN DOUBT WITH REGARD TO WHAT THE PRESENT REGIME IN THE CONGO REALLY IS AND WHO STANDS BEHIND THIS REGIME. PARA ONE CANNOT HELP PAYING ATTENTION TO THE FACT THAT THE NEW CRIME WITH REGARD TO ;

P8 ;

THE NATIONAL LEADERS OF THE CONGO WAS COMMITTED ALMOST IMMEDIATELY AFTER THE SECURITY COUNCIL HAD CONSIDERED THE QUESTION OF INTENSIFICATION OF AGGRESSIVE ACTIONS OF BELGIUM AGAINST THE REPUBLIC OF THE CONGO, WHICH THE MAJORITY OF THE COUNTRIES IN THE WORLD REEOLUTELY CONDEMN. AGAIN AND AGAIN IT BECOMES EVIDENT ;



MP9 ;

THAT BELGIUM SUPPORTED BY ITS NATO ALLIES DOES NOT INTEND TO  
TAKE INTO ACCOUNT EITHER THE DECISIONS OF THE SECURITY COUNCIL  
AND OF THE GENERAL ASSEMBLY OR THE WORLD PUBLIC OPINION.

PARA BOTH THE ACT OF THE ARBITRARY DETENTION OF MR. LUMUMBA  
AND HIS COLLEAGUES, AS ;

P10 ;

A RESULT OF AN ATTACK BY THE MOBUTU GANGS AND THE RECENT  
ACTS OF VIOLENCE AGAINST THEM TOOK PLACE BEFORE THE EYES OF  
THE COMMAND OF THE QUOTE UN FORCE UNQUOTE IN THE CONGO.  
CONSEQUENTLY, NEITHER THE COMMAND OF THE QUOTE UN FORCE  
UNQUOTE, NOR THE SECRETARY-GENERAL ;

P12 ;

TO RELIEVE THEMSELVES OF THE RESPONSIBILITY  
FOR THESE ACTIONS ORGANIZED TO PLEASE THE COLONIALISTS.  
PARA ON JANUARY 18, IN CONNECTION WITH THE MENTIONED FACTS  
THE USSR MISSION TO THE UNITED NATIONS MADE A REPRESENTATION  
TO THE UN SECRETARY-GENERAL AND RESOLUTELY DEMANDED THAT  
NECESSARY ACTIONS SHOULD BE TAKEN BY ;

P13/18 ;

HIM TO IMMEDIATELY SET FREE LUMUMBA, OKITO AND MPOLO AND TO  
ENSURE THEIR PERSONAL SECURITY. UNQUOTE "

COL 424 18 1961 18 "

VIN P4 THIRD LINE READ 6TH WD CHIEFTAINS " ;



# ROUTING SLIP

TO

APPROVAL	NOTE AND RETURN
SEE ME, PLEASE	YOUR COMMENTS
YOUR SIGNATURE	YOUR INFORMATION
NOTE AND FILE	FOR ACTION

Mr. Balinski - 260

Mr. Dumontet - 251

~~Dr. Bellerive - 220~~

DATE

3 Jan.

FROM

N. Globerman



e/pol 130 GOVT

Le 24 décembre 1960  
Français

Résolution des huit puissances

L'Assemblée générale,

Rappelant sa résolution 1474 (ES-IV) du 20 septembre 1960 ainsi que les résolutions adoptées par le Conseil de Sécurité les 14 et 22 juillet et 9 août 1960, qui, en particulier, priaient le Secrétaire général de continuer de mener une action vigoureuse, vu les événements graves et inquiétants et la détérioration continue de la situation au Congo, les conditions d'anarchie qui y règnent et l'absence d'une autorité centrale effective,

Notant avec une vive inquiétude l'attitude hostile et la résistance de détachements armés à l'opération des Nations Unies au Congo, récemment signalées par le Représentant spécial du Secrétaire général, ainsi que la persistance des désordres et de la violence et la détérioration continue de la situation économique du Congo,

Consciente de la responsabilité inéluctable et urgente qui incombe aux Nations Unies tant dans l'intérêt du Congo que dans l'intérêt de la paix et de la sécurité, qui sont mises en danger, ainsi que pour éviter une grave guerre civile,

1. Considère que les Nations Unies doivent désormais exécuter pleinement leur mandat pour empêcher une rupture de la paix et de la sécurité, rétablir et maintenir l'ordre public ainsi que l'inviolabilité des personnes, notamment l'inviolabilité du personnel et des biens diplomatiques et de l'ONU, conformément à la charte, et prendre d'urgence des mesures pour aider le peuple congolais à faire face à ses besoins économiques les plus pressants;

2. Demande instamment que tous les prisonniers politiques détenus soient immédiatement mis en liberté et plus particulièrement les membres du Gouvernement central du Congo et les personnalités du Parlement ainsi que les autres personnes jouissant de l'immunité parlementaire;

3. Demande instamment que le Parlement soit convoqué immédiatement et que les mesures de protection nécessaires soient prises à cet égard par les Nations Unies, qui devront notamment assurer la garde voulue;



4. Demande instamment que des mesures soient prises sans délai pour empêcher que des unités et du personnel armés du Congo s'immiscent d'une façon quelconque dans la vie politique du pays ou se procurent un appui matériel ou autre à l'étranger;

5. Appelle l'attention du Gouvernement belge sur les graves responsabilités qu'il encourt à méconnaître les résolutions des Nations Unies;

6. Insiste pour que tout le personnel militaire et quasi militaire, tous les conseillers et tous les techniciens belges soient retirés immédiatement conformément aux résolutions des Nations Unies, aux engagements et assurances répétés du Gouvernement belge et dans l'intérêt de la paix et de la sécurité;

7. Décide d'établir au Congo une délégation permanente, désignée par l'Assemblée générale et la représentant, qui devrait agir en étroite coopération avec le Représentant spécial des Nations Unies. La délégation devrait être composée des représentants des Etats membres que l'Assemblée générale elle-même a considérés comme spécialement qualifiés pour donner des avis sur les opérations des Nations Unies au Congo;

8. Recommande que toute l'assistance économique et technique nécessaire soit fournie sans retard au Congo par les Etats membres par l'intermédiaire de l'Organisation des Nations Unies, de manière que cette assistance ne serve pas d'instrument ou de canal pour la poursuite de l'intervention étrangère.



Le 24 décembre 1960  
Français

Résolution du Royaume Uni et des Etats Unis d'Amérique

L'Assemblée générale,

Rappelant la résolution 1474 (ES-IV) qu'elle a adoptée à sa session extraordinaire d'urgence le 20 septembre 1960 et les résolutions des 14 juillet, 22 juillet et 9 août 1960 du Conseil de sécurité,

Notant avec anxiété que la situation continue à rester troublée dans diverses parties de la République du Congo, ce qui a provoqué des actes de désordre et de violence tant contre des Congolais que contre des étrangers, notamment des membres du personnel des Nations Unies,

Consciente des obligations et des responsabilités que l'Organisation des Nations Unies a assumées pour aider au rétablissement et au maintien de l'ordre public afin d'assurer le maintien de la paix et de la sécurité internationales et de sauvegarder les libertés civiles ainsi que l'indépendance politique et l'intégrité territoriale de la République du Congo,

Reconnaissant que les obligations et responsabilités susmentionnées restent une préoccupation urgente de l'Organisation des Nations Unies et que toutes les mesures voulues devraient être prises en vue d'assurer la continuation et le succès de l'Opération des Nations Unies au Congo conformément aux résolutions pertinentes de l'Assemblée générale et du Conseil de Sécurité et conformément aux buts et principes de la Charte des Nations Unies,

1. Prie le Secrétaire général de continuer à s'acquitter du mandat que lui a confié l'Organisation des Nations Unies conformément aux résolutions susmentionnées du Conseil de Sécurité et de l'Assemblée Générale et de continuer à utiliser la présence et les rouages de l'Organisation des Nations Unies pour aider la République du Congo à rétablir et maintenir l'ordre public sur tout le territoire national;

2. Prie également le Secrétaire général de continuer à déployer des efforts vigoureux pour faire en sorte qu'aucun personnel militaire ou paramilitaire étranger ne soit introduit au Congo ou ne s'y trouve en violation des résolutions



pertinentes du Conseil de Sécurité et de la Résolution 1474 (ES-IV) de l'Assemblée Générale;

3. Invite tous les états à s'abstenir de fournir, directement ou indirectement, des armes ou autre matériel de guerre ainsi que du personnel militaire ou toute autre assistance à des fins militaires au Congo pendant la durée de l'assistance militaire accordée à titre temporaire par l'intermédiaire de l'Organisation des Nations Unies, sauf si l'Organisation le demande, par l'entremise du Secrétaire général, afin d'atteindre les objectifs de la présente résolution, de la Résolution 1474 (ES-IV) de l'Assemblée générale et des résolutions adoptées par le Conseil de sécurité les 14 juillet, 22 juillet et 9 août 1960, et les invite également à s'abstenir de toute mesure directe ou indirecte qui pourrait faciliter une action de ce genre de la part d'autres;

4. Prie le Secrétaire général, compte dûment tenu du paragraphe 4 de la résolution du Conseil de sécurité du 9 août, de faire tout son possible pour aider le Chef de l'Etat de la République du Congo à instaurer des conditions permettant au Parlement de se réunir et d'exercer ses fonctions en toute sécurité et à l'abri d'ingérences de l'extérieur;

5. Déclare que toute violation des droits de l'homme par la République du Congo est incompatible avec les buts de l'action de l'Organisation des Nations Unies au Congo et compte que nul ne prendra aucune mesure contraire aux règles reconnues de l'ordre public contre quiconque serait détenu ou en état d'arrestation ou que ce soit dans la République du Congo et prie le Secrétaire général de poursuivre ses efforts pour aider la République du Congo à assurer le respect de ces règles ainsi que des droits civils et des droits de l'homme pour toutes les personnes qui se trouvent dans le pays;

6. Exprime l'espoir que le Comité international de la Croix-Rouge sera autorisé à examiner les personnes détenues sur tout le territoire de la République du Congo, ainsi que le lieu et les conditions de détention, et à obtenir de toute autre manière les assurances voulues en ce qui concerne leur sécurité;

7. Exprime l'espoir que la Conférence de la Table Ronde que le Chef de l'Etat doit réunir prochainement et la visite au Congo que doivent faire prochainement, aux fins de réconciliation, certains représentants nommés par le



Comité consultatif contribueront à résoudre les conflits internes par des moyens pacifiques et à préserver l'unité et l'intégrité du Congo;

8. Prie tous les Congolais de prêter un concours pratique aux Nations Unies, de façon que les fins de l'Opération des Nations Unies au Congo puissent s'accomplir avec fruit;

9. Invite tous les états à prêter leur concours pour donner effet à la présente résolution.



INDICATE  
PRIORITY

S V C Service	FFFFF Routine	SSSSS Priority	PRIORITE NATIONS
------------------	------------------	-------------------	---------------------

Priorite Nations traffic  
is strictly limited.

N R

Address(es)

ONUC  
MATADI

2 November 1960

(TEXT & SIGNATURE)

insert prefix & / or number as required

USE DOUBLE SPACING.

DUMONTET SECGENS MESSAGE TO BELGIAN GOVERNMENT HAS BEEN MAILED TO YOU STOP  
PLEASE NOTE IT IS FOR YOUR OWN PERSONAL USE ONLY AND NOT TO BE PUBLISHED OR  
CIRCULATED

LINNER

I. N. 5990 — 200,000 - 7/60

T. O. R.

BY :

T. O. D.

Drafted by : S. Linnér

Authorized :

Date :



Visited by R. J. B.

Ch



FILE: POLITICS *Dated R.J. BUNCHE*

ORGANISATION DES NATIONS UNIES  
AU CONGO



UNITED NATIONS ORGANIZATION  
IN THE CONGO

INTER - OFFICE MEMORANDUM

*C/Pol-130 gents*

August 24 1960

TO : Dr. Linner *SL 24/8*

FROM : O. Poulsen

SUBJECT :

The following telex message (translated) was received to-day at the Danish Consulate General at Leopoldville from the Danish Ministry of Foreign Affairs:

CAPTAIN OF " DANSK-FRANSK" BELGIEN HAS CABLED OWNERS FROM BOMA AS FOLLOWING QUOTE: STARTED LOADING OF BANANAS AT BOMA AUGUST 23 MORNING STOP NATIVE SOLDIERS BOARDED VESSEL EARLY MORNING HEAVILY ARMED AND ARRESTED ALL PASSENGERS STOP MANAGED TO GET FICHER AND WIFE BACK ONBOARD AGAIN BUT BAKOUNINE AND DUPREZ BOTH EX ORTACO STILL ARRESTED STOP TOLKOWSKY (AGENT) AND I PROTESTED STRONGLY AS BOTH TRANSIT PASSENGERS STOP SUGGEST OWNERS PROTEST STRONGLY OVER TREATMENT OF PASSENGERS AND CREW THAT ALL WERE HELD UP WITH SUBMACHINEGUNS STOP END QUOTE IF NO MAJOR OBJECTIONS IN YOUR OPINION YOU REQUESTED IN PROPER MANNER BRING FORTH TO CONGOLESE AUTHORITIES DANISH REGRETS PROCEEDURES EMPLOYED STOP REQUESTING FURTHERMORE YOU ASSIST VESSEL BEST POSSIBLE STOP REQUEST REPORT BY CABLE WHAT YOU MAY LEARN ABOUT FACTUAL HAPPENINGS

ETRANGERES

*Orla Poulsen*

Orla Poulsen



Till Fil. Doktorn Sture Linner S

Härmed har jag äran översända kungörelse angående  
röstmottagning vid konsulatet i Léopoldville vid  
1960 års val till riksdagens andra kammare. Jag får  
anhålla, att kungörelsens innehåll delgives Eder  
underställd svensk personal.

Likalydande skrivelse eller orientering härom  
har tillställts Generalen C. von Horn, Chefen för  
VIII:e svenska FN bataljonen, Översten Wilander,  
Fil.Doktorn Sture Linner, Missionsföreståndaren  
Manne Lundgren, Missionären Malte Nilsson, Missionären  
Gösta Palmertz samt de svenska vicekonsulaten i  
Douala, Libreville, Pointe Noire, Stanleyville,  
Matadi, Elisabethville och Usumbura.

Bengt Åkerrén

Bengt Åkerrén

Konsul



4 - 22 : ~~250~~ / 2 at 7.00. Fin. 1  
 ✓ 4 250 equities - 0.00. 2.00. 3.00  
 2.00. 3.00. 4.00. 5.00. 6.00. 7.00. 8.00. 9.00. 10.00.  
 11.00. 12.00. 13.00. 14.00. 15.00. 16.00. 17.00. 18.00. 19.00. 20.00.  
 21.00. 22.00. 23.00. 24.00. 25.00. 26.00. 27.00. 28.00. 29.00. 30.00.  
 31.00. 32.00. 33.00. 34.00. 35.00. 36.00. 37.00. 38.00. 39.00. 40.00.  
 41.00. 42.00. 43.00. 44.00. 45.00. 46.00. 47.00. 48.00. 49.00. 50.00.  
 51.00. 52.00. 53.00. 54.00. 55.00. 56.00. 57.00. 58.00. 59.00. 60.00.  
 61.00. 62.00. 63.00. 64.00. 65.00. 66.00. 67.00. 68.00. 69.00. 70.00.  
 71.00. 72.00. 73.00. 74.00. 75.00. 76.00. 77.00. 78.00. 79.00. 80.00.  
 81.00. 82.00. 83.00. 84.00. 85.00. 86.00. 87.00. 88.00. 89.00. 90.00.  
 91.00. 92.00. 93.00. 94.00. 95.00. 96.00. 97.00. 98.00. 99.00. 100.00.

1.00. 1.00. 1.00. 1.00. 1.00. 1.00. 1.00. 1.00. 1.00. 1.00.  
 1.00. 1.00. 1.00. 1.00. 1.00. 1.00. 1.00. 1.00. 1.00. 1.00.

KGL. DANSK GENERALKONSULAT

*SL - FILE - Politics*

*6/Pol- 130 gouts-*

LEOPOLDVILLE, DEN 22. juli 1960.  
TELEGRAM ADR.: DANNEBROG  
B. P. 1446

JOURNAL NR. 121. Congo.  
1/a.

Nr. V.

Udviklingen i Congo.

Hr. Udenrigsminister,

Den 5. juli 1960 afrejste Belgiens sidste generalguvernør, hr. H. Cornelis, fra Leopoldvilles lufthavn N'Djili. Generalguvernøren blev med honnør fulgt til dørs af præsident Kasa-Vubu, den congolesiske regering med premierministeren, hr. Patrice Lumumba, i spidsen, chefen for de væbnede styrker (Force Publique), general E. Janssens, de her akkrediterede fremmede diplomater etc. etc.

Solen skinnede, og alt åndede fred og ro. Præsident Kasa-Vubu smilte sit uudgrundelige smil (én af hans bedstefædre var kinesisk kuli på jernbanearbejde i Congo). De 23 congolesiske ministre, for de flestes vedkommende indtil for få måneder siden kontormedhjælpere, lægeassistenter etc., stod underligt kejtede og usikre, medens tegnet på deres nye værdighed, lange sorte limousiner, kørte frem. Landet var nu definitivt congolesernes eget. Men kunne herrerne i de sorte limousiner, uden uddannelse og politisk erfaring, styre landet? Kun én følte sig sikker - næsten selvsikker - hr. Lumumba. General Janssens var dyster og sammenbidt. Fire dage senere - få timer efter at han ved en fransk (!) helicopter-commandoraid var blevet reddet ud af det mytteriramte og lammede Leopoldville - fortalte han mig under en fortrolig samtale - i Brazzaville - hvorfor.

...../

Hr. Udenrigsminister J.O. Krag,

UDENRIGSMINISTERIET



Premierminister Lumumba, der også havde sikret sig forsvarsministerposten (gkl's nr. III af 27.6.1960), havde i kullisserne bl.a. en moskvatrænet europæisk rådgiver, der eksempelvis havde ansvaret for premierministerens tale den 30. juni 1960 (gkl's nr. IV af 6.7.1960). I de sidste dage, før mytteri-  
et brød ud den 6. juli, måtte generalen ustandseligt vente foran sin ministers dør. Smågrupper af menige soldater havde fortrin. Mytteriets forberedelse og samtidige udbrud i Thysville og Leopoldville er således let at forklare.

Een ting er imidlertid dannelse af små infiltrationsgrupper og noget andet en succesfyldt gennemførelse af et landsomfattende mytteri og i forbindelse dermed skabelse af en revolutionær situation. Når dette lykkedes for hr. Lumumba - i begyndelsesfasen befandt han sig dog lidt i rollen som troldmandens lærling - må det ses på baggrund af det ansvar for manglende politisk opdragelse og uddannelse af en congolesisk elite, som Belgien ikke vil kunne unddrage sig (gkl's nr. II af 19.6.1960). Tragediens ledemotiv er, at landet blev uafhængigt og måtte blive uafhængigt, uden at kolonimagten havde skabt en lederklasse, altså samme situation som i sin tid i Indonesien. Dette gjaldt også hæren. Da soldaterne derfor så landets nyvalgte politikere tildele sig selv fantasilønninger og store biler, var det forståeligt, at det for dem var svært at akceptere, at alt i hæren var uforandret efter uafhængigheden. Kravene om hærens "afrikanisering" og højere løn vandt derfor voldsomt gehør. Den veldisciplinerede ordensmagt, Belgiens og navnlig general Janssens' stolthed, gik følgelig på få dage i opløsning.

Om hr. Lumumba selv helt har været klar over, hvad skabelse af en revolutionær situation kunne medføre, udover at

...../

han håbede at kunne etablere sit personlige diktatur, er det svært at udtale sig om med sikkerhed. Det samme gælder derimod selvsagt ikke hans moskvatrænede rådgiver i kulisserne. Kravene om fuld "afrikanisering" i den civile sektor er jo blot et andet ord for den revolutionerende samfundsomvæltning, der er sket og for de lønkrav og andre sociale fordringer, der i denne forbindelse er stillet. Alt bærer således præg af en forudlagt plan.

Det faktiske hændelsesforløb af mytteriet, herunder de personlige tragedier, der fulgte i dettes kølvand, og som var baggrunden for, at Belgien anså sig for berettiget til som en "force majeure"-foranstaltning ensidigt at sætte de belgiske tropper ind, har været udførligt og stort set korrekt omtalt i dagspressen. Jeg skal derfor afstå fra en beskrivelse af dette i flere retninger tragiske hændelsesforløb.

For den, der har haft lejlighed til at følge hr. Lumumba og hele den politiske udvikling i det sorte Afrika i de senere år, måtte det stå klart, at situationen kun kunne reddes af F.N., og at det i givet fald ville komme til at dreje sig om et dramatisk kapløb om tid. Jeg har ment at burde anføre dette, da det var den direkte baggrund for, at min svenske kollega og jeg - lidt uortodokst måske - spontant og før henvendelsen til F.N. var offentlig kendt, stillede de "udvidede" samvirkende dansk-svenske repræsentationer (i praksis hele den skandinaviske koloni) til rådighed for den lille 4-mands F.N.-delegation, der under ledelse af vicegeneralsekretær Ralph Bunche og på direkte foranledning af generalsekretær Dag Hammarskjöld var gået "i hi" i Leopoldville siden uafhængigheden (notat af 11.7.1960 betegnet "dagbogsblade I").

Det ville føre for vidt i enkeltheder at beskrive denne



skandinaviske "førstehjælps"-aktion, der i øvrigt bl.a. har været omtalt i svensk radio af en af de fire i F.N.-delegationen, svenskeren Sture Linnér, F.N.'s kommende særlige repræsentant i Congo. En beskrivelse ville desuden let komme til at sprænge rammerne for kancellisproget, der eksempelvis kun i tørre vendinger kan konstatere, at toget med de marokkanske tropper, der "indtog" Thysville, blev formeret af det såkaldte "skandinaviske hovedkvarter" (de samvirkende dansk-svenske repræsentationer) og ledet af en af generalkonsulatets "vicekonsuler", nordmanden August Konow, med den svenske kancellist Nils Johansson som adjutant, som derefter ene to (med to engelske journalister som medpassagerer) kørte videre til og på F.N.'s vegne "overtog styret" i Matadi, der var helt forladt af hvide.

Indsatsen af de belgiske tropper havde som bekendt kun et begrænset formål. Uanset om den congolesiske regering - som hævdede af ministrene De Schrijver og Ganshof van der Mersch overfor min svenske kollega og mig - oprindeligt var stiltiende indforstået hermed ("dagbogsblade I" af 11.7.1960), var det uundgåeligt, at der med den belgiske indsats politisk blev gydt olie på hr. Lumumbas lampe. Beskyldningen om belgisk "aggression" - omend lidt hyklerisk - var derfor ikke overraskende.

Anden fase i hr. Lumumbas (og hans bagmænds) plan var dermed løbet af stabelen. Efter et egenmægtigt ultimatum til Belgien "afbrød" usurpatoren uden at konsultere parlamentet de diplomatiske forbindelser med Belgien. Som det vil være hr. Udenrigsministeren bekendt, forsøgte hr. Lumumba sig også - uden held - med et "ultimatum" til F.N., ledsaget af en konkret og håndfast trussel om, at den congolesiske regering ville anmode om russisk militær bistand.

Efter at Force Publique som stabiliserende faktor var

.... /

fjernet af hr. Lumumbas vej, og tilbagetrækningen af de belgiske styrker var under forberedelse, blev ganske naturligt selve F.N.-styrken - omend hidkaldt af den congolesiske regering - stenen på diktator-aspirantens vej.

Det congolesiske senat, hvis præsident, hr. Joseph Ileo, er en af de dygtigste og mest sympatiske blandt de congolesiske politiske ledere, rejste da pludseligt børster og modsatte sig premierministerens virksomhed på det udenrigspolitiske område. Men atter engang demonstrerede hr. Lumumba sin forbløffende evne til - ved sine rådgiveres hjælp - at slå op på de rigtige sider i de kommunistiske lærebøger. Et "komplot" mod premierministerens liv, i hvilket bl.a. hr. Ileo og andre moderate personligheder fra det offentlige liv var "indblandet", blev omgående stablet på benene. Truslen om en udrensning blev med andre ord hængt ud. Efter et stormende møde i det congolesiske senat den 21. juli gav hr. Lumumba og hr. Ileo imidlertid hinanden hånden til udsoning. Endnu holdes der altså indenrigspolitisk stand mod hr. Lumumba, men samtidig hjemsendtes parlamentet til 1. september.

Også udenrigspolitisk bragte den 21. juli - gennem sikkerhedsrådets resolution - en kølende vind ind over det oprørte troperige. Samme dag afrejste derefter hr. Lumumba til New York for at "drøfte F.N.'s tekniske bistand" og for at "tage kontakt med amerikanske finanskrede" (!). Om nogle dage kommer generalsekretær Hammarskjöld til Congo. F.N. synes således langsomt at være i færd med at vinde første runde.

For herværende observatører er det velkendt, at hr. Lumumba er udstyret med en velsmurt politisk vejrhane. Foruden den tidligere omtalte moskvatrænede rådgiver har premierministeren en Nasser-påvirket kvindelig grå eminence, der forment-



lig også har lært ham et og andet.

Det russiske spil bag Congo-affæren, der vel har været for subtilt til, at selv en Lumumba helt har forstået det, synes ikke særlig svært at gennemskue. Rusland er allerede svært engageret i det fjerntliggende Cuba og kunne - navnlig med amerikanske hangarskibe i Sydatlanten - ikke alvorligt drømme om en øjeblikkelig massiv indsats i Centralafrika. Det gjaldt derfor om at hindre hovedmodstanderen, U.S.A., i at komme ind ved at spille en omgang hård poker. Rusland kunne, selv på basis af en revolutionslignende samfundsomvæltning, ikke militært komme ind, men U.S.A. altså heller ikke. Endvidere må de belgiske militære baser Kamina og Kitona nu opgives.

Hr. Lumumba hævdede i går: "Vi er ikke kommunister, kun afrikanske nationalister". Han er dermed tilbage i, hvad han kort udtalte i sin investiturtale (gkl's nr. III af 27.6.1960). Hr. Lumumba har nu placeret sig i den internationale bevidsthed som panafricansk leder, men det er endnu uvist, hvor hans vej fører ham og Congo hen. Bl.a. står Katanga-problemet tilbage.

En konsekvens af de voldsomme politiske rystelser er det, at Congo i øjeblikket er økonomisk og finansielt lammet. Ca. 60 pct. af de 80.000 belgiere menes at have forladt landet. Hvor mange af de øvrige 30.000 hvide, der har fulgt belgiernes eksempel, er svært at sige.

At der vil finde en betydelig økonomisk "vagtafløsning" sted, som på længere sigt også vil kunne komme Danmark til gode, ligger lige for. Før situationen på det økonomiske/område/imidlertid blot nogenlunde kan overskues, vil en længere politisk stabiliseringsperiode dog være påkrævet.

...../

En genpart af nærværende beretning er samtidig hermed direkte tilstillet Danmarks faste Mission ved De forenede Nationer i New York.

Jeg har den ære at forblive  
med den mest udmærkede højagtelse  
hr. Udenrigsministerens ærbødigste

S.Sandager Jeppesen



*Ivend Sandager Jeppesen*  
*Consul Général de Danemark*

*Leopoldville*

PL - FILE: Politics

6/ Pol 130 gants

KGL. DANSK GENERALKONSULAT

LEOPOLDVILLE, DEN 6. juli 1960.  
TELEGRAM ADR.: DANNEBROG  
B. P. 1446

JOURNAL NR. 121.Congo.  
1/a.

Nr. IV

Congos uafhængighed.

Hr. Udenrigsminister,

Belgiens endelige afvikling af Leopold II's Congo-arv, der har formet sig som et dramatisk kapløb med tiden, strækkende sig over godt 18 mdr., kulminerede den 30. juni 1960 i en dystert spændingsmættet ceremoni, under hvilken Congos premierminister, hr. Patrice Lumumba, på ubehøvlet og provokerende måde - i Kong Baudouins nærværelse og med verdensoffentlighedens øjne rettet mod sig - fornærmede Belgien.

Ceremonien, der fandt sted i det congolesiske parlament, åbnedes med, at Kong Baudouin, stærkt hyldet af sorte som af hvide, i en værdig, måske lidt vel paternalistisk tale anerkendte Congos uafhængighed.

Efter Kongen talte den nye republiks præsident, hr. Joseph Kasa-Vubu, der, efter i moderate vendinger at have hyldet alle congolesere, som havde arbejdet for frigørelsen, appellerede til national samhørighed. Hr. Kasa-Vubu lovpriste dernæst den klogskab, Belgien havde udvist ved ikke at modsætte sig "historiens gang". "Belgien gav" udtalte præsidenten "et eksempel uden fortilfælde i historien på en fredelig afkolonisering, der havde ledt Congo direkte og uden overgang fra et fremmed styre til uafhængighed". Hr. Kasa-Vubu havde endelig haft til hensigt at hylde den belgiske konge personlig i for situationen velvalgte vendin-

...../

Hr. Udenrigsminister J.O. Krag,

UDENRIGSMINISTERIET



ger. Uanset at talen i sin helhed på forhånd var givet til pressen, udeblev hyldesten imidlertid, som det senere erfarede, efter premierministerens udtrykkelige forlangende!

Med premierminister Lumumbas egen derpå følgende tale, der kun kan karakteriseres som en taktløs provokation, bortvejredes den gode stemning helt. Talen påhørtes af forsamlingen - der bortses fra medlemmer af hr. Lumumbas eget parti - i isnende tavshed og med stigende undren. "Selv om Congos uafhængighed i dag proklameres med Belgiens indforståelse, vil ingen congoleser, som er værdig til dette navn" udtalte hr. Lumumba således "kunne glemme, at det er gennem kamp, at uafhængigheden er blevet vundet". "Denne kamp" fortsatte premierministeren "var en kamp i tårer, i ild og i blod ..... nødvendig for at afslutte det ydmygende slaveri, som var os påtvunget med magt. Det var vor skæbne under 80 års kolonialistisk styre; vore sår er endnu for friske og for smertefulde til, at vi kan bortjage dem fra vor erindring". Congolesernes lønninger havde ikke tilladt dem at spise sig mætte eller at klæde sig og bo menneskeverdigt. "Vi har kendt ironi, forhånelse og spark morgen, middag og aften, fordi vi var negre". Politiske fangers skæbne var "værre end døden". Hvem ville kunne glemme "skydningerne under hvilke så mange af vore brødre omkom" etc. etc.

Den, der på nært hold iagttog Kongen, kunne ikke være i tvivl om, at han, omend på beundringsværdig måde fattet, var på nippet til at forlade ceremonien. Heldigvis blev Kongen. Medvirkende hertil har det muligvis været, at hr. Kasa-Vubu på Kongens dæmpede spørgsmål, så vidt det forstodes, havde bekræftet, at talen ikke havde været ham forelagt.

På den beskrevne baggrund er resten af talen, tilvirket over nogenlunde samme læst, uden større interesse. Dog kan det

...../



tilføjes, at naivitet blev føjet til taktløshed, da premierministeren uden særlig overgang udtalte, at Belgien var rede til at tilbyde Congo sin hjælp og sit venskab inden for rammerne af en dagen i forvejen undertegnet venskabs- og bistandspagt. I den sidste del af talen anslog hr. Lumumba panafrikanske toner. Derimod er det lidt svært med sikkerhed at sige, om hr. Lumumba havde nogen bestemt hensigt med at karakterisere regeringen som "folkelig" (populaire).

Ceremonien afsluttedes med, at uafhængighedserklæringen undertegnedes af Belgiens og Congos premierministre og udenrigsministre.

Efter ceremonien var stemningen trykket og oprørt. Det europæiske Fællesmarkeds repræsentant ved festlighederne, professor Hallstein, som jeg tilfældigvis kom til at drøfte talen med, udtalte således: "Han kunne vanskeligt have fundet en nøgle, der egnede sig bedre til at låse pengeskassen". Medlemmer af den congolesiske regering lagde heller ikke fingrene imellem. Et regeringsmedlem fastslog således kort og godt over for mig: "Han er gal" (il est fou)! Hr. Lumumbas optræden var en bevidst provokation, idet han på forhånd kendte Kongens tale, og idet hans egen tale oven i købet fandtes i en endnu værre første udgave.

Kong Baudouin afholdt omgående en art "kronråd", under hvilket det besluttedes som forudsætning for Kongens fortsatte nærværelse at kræve afbigt af premierminister Lumumba i form af en skåltale for Kongen under den efterfølgende frokost. Medlemmer af den congolesiske regering tog ligeledes hr. Lumumba i skole, og det var unægtelig en noget anden tone, der blev anslået, da premierministeren ved frokostens slutning frembar en "højtidelig hyldest" til den belgiske konge og det "ædle" folk, han repræsenterede, for den indsats, der var ydet i Congo gennem trekvart sekel. Congos statsoverhoved og medlemmer af den congole-



siske regering havde sammen med Kongen "dvælet" ved pionerernes grave og foran Leopold II's statue. Congoleserne skyldte Belgien det moderne Congo, hvis uafhængighed - fuldstændig og total - Belgien havde anerkendt uden forsinkelse og uden betingelser. "Vi håber, at denne realistiske politik må føre til et varigt og frugtbart samarbejde". Selv erfarne diplomater måtte søge tilbage til skolegårdens "buksevand" for at finde en adækvat karakteristik af denne enestående oplevelse.

Årsagen til hr. Lumumbas onde lune synes først og fremmest at måtte søges i, at man fra belgisk side havde nægtet at proklamere en almindelig amnesti, der tilmed forlangtes således affattet, at den omfattede hr. Lumumba selv. Premierministeren blev i 1955 idømt 2 år og 4 måneders fængsel for simpelt tyveri og i januar 1960 - efter i et par måneder at have været fængslet af politiske grunde - kun "midlertidig" løsladt, således at han kunne deltage i den belgisk-congolesiske rundbordskonference, der forberedte uafhængigheden. Fra belgisk side hævdede man, at amnestien var Congos egen sag. Hertil syntes dog at føje sig, at hr. Lumumba, der aspirerer til en panafrikansk lederstilling, havde været stærkt utilfreds med, at hr. Kasa-Vubu allerede med sit første budskab som præsident (gkl's nr. III af 27.6.1960) havde fået fastslået sin position. Hr. Lumumba nærer, som nævnt i generalkonsulatets beretning nr. II af 19. maj 1960, diktatoriske tilbøjeligheder, og han lægger ikke skjul på, at han vil benytte den første lejlighed, der byder sig, til at udskrive nyvalg og til at søge gennemført et præsidentielt styre.

Medens forhandlingerne om hr. Lumumbas optræden stod på, modtog den congolesiske præsident sammen med formændene for parlamentets to kamre de fremmede delegationschefer. I overensstemmelse med den mig givne instruktion overbragte jeg præsidenten Hans Majestæt Kongens lykønskning og bedste ønsker for Congos

lykke og fremgang. Præsidenten takkede i udsøgte vendinger for den venlighed, Danmark gennem Hans Majestæt viste republikken Congo.

Om de øvrige uafhængighedsfestligheder tillader jeg mig at henvise til programmet, der, tilligemed teksten til de officielle taler og en liste over de fremmede delegationschefer, vil blive indsendt ad departemental vej.

Selvstændigheden fejredes i øvrigt ud over landet i det store og hele på værdig vis og uden nævneværdige skærmydsler. Desværre er stamme-antagningen imidlertid i de sidste dage igen blusset op flere steder, bl.a. i Leopoldville. Endvidere er arbejdere og soldater, under strejker og militærrevolter, allerede begyndt i utålmodighed at anmelde deres krav i boet.

Om Congos fremtidige politik foreligger endnu kun spredte udtalelser. Hr. Lumumba har dog søgt at indgyde finansverdenen tillid til sin regering ved at benægte, at nationaliseringer står på regeringsprogrammet.

En genpart af nærværende beretning er samtidig hermed tilstillet den kgl. ambassade i Bryssel.

Jeg har den ære at forblive  
med den mest udmærkede højagtelse  
hr. Udenrigsministerens ærbødigste  
S.Sandager Jeppesen



KGL. DANSK GENERALKONSULAT

LEOPOLDVILLE, DEN 27. juni 1960.  
TELEGRAM ADR.: DANNEBROG  
B. P. 1446

JOURNAL NR. 121.Belg.  
Kongo.1/a.

Nr. III

Kongo op mod uafhængigheden  
Gkl's nr. II af 19.5.1960.

Hr. Udenrigsminister,

Til trods for en noget larmende valgkampagne, uregelmæssigheder og hårdhændet intimidering her og der må resultatet af de første nationale valg i Kongo siges stort set at afspejle den politiske situation i landet. Denne kan kun sammenlignes med en mosaik, der i mangfoldighed overgår alt, hvad man f.eks. oplevede i den franske fjerde republiks værste periode. Den kongolesiske nationale Bevægelse (M.N.C.), der navnlig har sin styrke i landets østlige provinser, vandt 36 mandater af deputeretkammerets ialt 137, lidt flere end almindeligt ventet. Det andet "nationale" parti, Det nationale Fremskridtsparti (P.N.P.), der består af en løs sammenslutning af mere end et halvt dusin småpartier med tilhold i hvert sit begrænsede område, vandt ialt 23 mandater. De resterende mandater fordeltes mellem godt et dusin større og mindre partier af ren stammemæssig oprindelse.

Dannelse af en politisk enhed af denne flimrende flerhed af indbyrdes stridende afrikanske folkestammer vil være den første forudsætning for den nye stats levedygtighed. Den politiske balkanisering er allerede sat ind på provinsniveau, idet der i Kongos 6 provinser foreløbig er dannet 10 provinsregeringer, i et par tilfælde (Leopoldville- og Katanga-provinserne) endda under

...../

Hr. Udenrigsminister J.O. Krag,  
Udenrigsministeriet.



fremstilling af løsrivelsestrusler. Som erfaringerne imidlertid viste efter Indiens uafhængighed, er en sprængning af den af kolonimagten skabte lokale administrative inddeling ikke i sig selv en katastrofe under forudsætning af, at den ikke går ud over, hvad der kan siges at være en naturlig tilpasning til landets faktiske etniske opdeling.

Den politiske hovedinteresse har derfor været koncentreret om dannelsen af den kongolesiske centralregering og valget af statsoverhoved. Vanskelighederne på dette område var så store, at såvel kejser Haile Selassie som dr. N'Krumah følte sig foranledigede til at appellere til de kongolesiske politiske ledere. Besværlighederne bestod ikke alene i et modsætningsforhold mellem en panafrikansk yderliggående nationalistisk retning, hvis hovedtalsmand, som nævnt i min oven citerede ærbødige beretning, er M.N.C.-lederen, hr. Patrice Lumumba, og et efter valget dannet kartel af mere moderate partier med lederen af det nedre-kongolesiske parti (ABAKO), hr. Joseph Kasa-Vubu, som hovedfigur. Hr. Lumumba var nemlig i sit ønske om at danne en stærk enhedsstat tilbøjelig til udelukkende at lægge vægt på skabelse af et rent numerisk parlamentarisk flertal som basis for en homogen nationalistisk regering, medens hr. Kasa-Vubu ud fra sin føderalistiske indstilling i højere grad ønskede at bygge på de politiske realiteter i landet ved at søge de afgørende politiske partier i hver provins inddraget i et regeringssamarbejde på bredt nationalt plan. Flere politiske partier lovede, ud fra ønsket om at holde på den rigtige hest, støtte til begge sider, således at situationen skiftede fra dag til dag, på et vist tidspunkt endda med udsigt til to rivaliserende centralregeringer. Situationen kompliceredes yderligere ved, at den nationalistiske fløj med et knebent flertal sikrede sig formandsposten i deputeretkammeret og den moderate fløj, ligeledes med et knebent flertal, formandsposten i



senatet.

I sidste øjeblik før proklamationen af uafhængigheden er krisen dog, som hr. Udenrigsministeren vil vide fra dagspressen, blevet løst i form af en "afrikansk" kombination nogenlunde efter de i min ovenciterede ærbødige beretning antydede retningslinier. "Når afrikanere går på jagt sammen, plejer man at dele jagtbyttet", udtalte en af lederne forleden.

Hr. Kasa-Vubu valgtes til statsoverhoved, og hr. Lumumba dannede en national samlingsregering, i hvilken ialt 14 partier er repræsenterede. Regeringen består af 23 fagministre, 4 ministre uden portefølje og 9 statssekretærer. Den nationalistiske fløj har besat 16 af fagministerposterne, M.N.C. således foruden premierministerposten bl.a. indenrigsministeriet og forsvarsministeriet, hvilket sidste ministerium i øvrigt er henlagt under premierministeren. Kursen er således sat direkte mod et autoritært styre, det eneste i længden levedygtige i det sorte Afrika på det nuværende udviklingstrin.

Regeringen har endnu ikke fremsat nogen programerklæring. I sin investiturtale udtalte hr. Lumumba dog, at regeringen ville følge en - i forhold til Øst og Vest - alliancefri, panafrisk politik. Regeringschefen og de mest markante personligheder i regeringen regnes almindeligvis for at være stærkt venstreorienterede. Det må dog ikke glemmes, at europæiske etiketter ikke uden videre kan overføres til Afrika. Et af de venstreorienterede regeringsmedlemmer hævdede således fornylig, at han holdt for meget af friheden til at blive kommunist. Skal der drages paralleller, må hr. Lumumba, der kun er 34 år gammel, i indstilling vel nærmest sammenlignes med dr. N'Krumah, hvis intellektuelle niveau han, omend intelligent, dog ikke når. Set fra et europæisk synspunkt er det måske også lidt svært helt at glemme, at han så sent som i 1955 idømtes en længere fængselsstraf for simpelt tyveri på



det postkontor, hvor han arbejdede. Hr. Kasa-Vubu, der er født i 1910, er derimod en mand, hvis personlige integritet aldrig har været draget i tvivl. Ved sin indsættelsesceremoni fremsatte han et klogt og velafbalanceret budskab til nationen. Hr. Kasa-Vubu er oprindelig uddannet som lærer og arbejdede en årrække som kontorassistent i koloniadministrationen. I 1957 valgtes han som en af Leopoldvilles første indfødte borgmestre (gkl's nr. II af 11. juli 1958) og betragtes normalt som uafhængighedens fader. Både hr. Kasa-Vubu og hr. Lumumba følger i øvrigt traditionerne for afkoloniseringen, idet de begge i 1959 har været fængslede af politiske grunde (gkl's nr. I og IV af henholdsvis 8. januar og 9. november 1959). Udenrigsministeren, hr. Justin Bomboko, der er en ganske ung mand med universitetsuddannelse, tilhørende den moderate fløj, gør et overordentlig sympatisk indtryk og skiller sig intellektuelt ud fra flerheden af sine kolleger. En liste over regeringens medlemmer samt statschefens og premierministerens officielle biografi vil blive indsendt ad departemental vej.

Fra belgisk side har man - dog uden held - udfoldet adskillige bestræbelser i kulisserne for at øve indflydelse på regeringsdannelsen og valget af statsoverhoved. Nu da krisen er overstået, glæder man sig imidlertid over, at uafhængighedsdagen kan imødeses med nogenlunde sindsro, selv om man ikke gør sig illusioner med hensyn til holdbarheden af det demokratiske system, under hvilket Kongo udadtil fødes som selvstændig stat. Ej heller ventes det, at alle politiske problemer med ét slag er løst. Ganske vist må den nedre-kongolesiske separatisme betragtes som kanaliseret gennem valget af hr. Kasa-Vubu som statsoverhoved. Derimod føler man sig fortsat lidt usikker over for Katanga-separatismens hældning mod Rhodesien, hvortil kommer, at et par betydningsfulde folkestammer anser sig for snydt



ved regeringsdannelsen, hvilket allerede har givet anledning til mindre skærmydsler, bl.a. i Leopoldville.

Medens krisen omkring regeringsdannelsen og valget af statsoverhoved stod på, begyndte det nyvalgte parlament af livsens lyst at debattere store og små problemer. Et forvarsel om en kommende politisk opmarch fik man, da begge parlamentets kamre vedtog at modsætte sig, at Sydafrika inviteredes til uafhængighedsfestlighederne. Hr. Kasa-Vubu har dog, på eget initiativ, lovet sin sydafrikanske kollega at søge sagen ordnet.

Selv om der efterhånden i nogen grad er faldet ro over gemytterne, er forholdene, især i hr.Lumumbas hovedtilholdssted, Orientale-provinsen, langt fra sikkerhedsmæssigt tilfredsstillende. Der regnes derfor bl.a. almindeligvis med, at omkring en femtedel af Kongos hvide befolkning, eller ca. 20.000 mennesker, vil have forladt landet inden uafhængigheden, om for bestandigt kan kun udviklingen vise.

Den nye stat vil efter regeringens foreløbige beslutning komme til at bære navnet Republikken Congo (République du Congo), samme navn som den autonome republik, det tidligere Moyen-Congo, på den fransk-afrikanske side af floden. Det må dog formodes, at denne navnestrid vil finde sin løsning.

En genpart af nærværende beretning er samtidig hermed tilstillet den kgl. ambassade i Bryssel.

Jeg har den ære at forblive  
med den mest udmærkede højagtelse  
hr. Udenrigsministerens ærbødigste

S. Sandager Jeppesen

LEOPOLDVILLE, DEN 19. maj 1960.

JOURNAL NR.

121. Belg  
Kongo. 1/2

Nr. II.

Kongo op mod uafhængigheden.

Hr. Udenrigsminister,

I henhold til de på den belgisk-kongolesiske rundbordskonference i januar - februar 1960 truffne beslutninger (gkl's nr. 43 af 29.1.60) udnævntes et kongolesisk eksekutivkollegium, der i koloniperiodens slutfase sammen med generalguvernøren skulle være indehavere af den udøvende magt. Fra belgisk side havde man håbet, at afslutningen af den politiske uafhængighedskamp og etablering af et fælles belgisk-kongolesisk styre ville sikre roen i landet indtil selvstændighedsdagen, den 30. juni 1960. Dette håb er imidlertid ikke gået i opfyldelse, idet Kongo i øjeblikket befinder sig på randen af et anarki.

Set i historiens lys rummer den belgiske paternalistiske kolonipolitik et betydeligt paradoks. Belgiens økonomiske og sociale politik i den store tropekoloni lovpristes rigtig nok af alle, der var af god vilje. Iagttagere af den afrikanske politiske scene var derimod klare over, at Belgien en dag kunne komme til at bære et tungt ansvar for manglende politisk opdragelse og uddannelse af en kongolesisk elite. Der findes således i dag mindre end to dusin universitetsuddannede kongolesere. Den fortsatte ukritiske fremhæven af den belgiske civilisatoriske indsats i Kongo må på denne baggrund forekomme lidet nuanceret. Den

...../

Hr. Udenrigsminister J.O. Krag,  
UDENRIGSMINISTERIET.



historiske sandhed er, at belgierne blev overrumplet af den afrikanske nationalistiske bølge og i 1959 - 60 af udviklingen så sig tvungne til i tilbagetog efter tilbagetog at brænde etaperne i et forrygende tempo. Med vanlig belgisk realitetssans erkendtes det i denne situation, at Kongo, der aldrig for belgierne virkeligt har været et "nationalt" problem, kun fortsat kunne holdes på "Algier-vilkår". Og hertil havde landet ikke magtmidlerne og altså ej heller den nationale ambition. Kongo var for belgierne som for Leopold II i første række en god forretning. I afkoloniseringsprocessen gjaldt det derfor stort set om økonomisk at redde, hvad reddes kunne. Den sidste bastion var de store handelsselskaber, der først sent besluttede sig til at spille det sorte kort i håb om at afkorte den økonomisk ruinerende politiske usikkerhedsperiode. Endnu kan der ikke opstilles noget rimeligt skøn over, hvor meget der vil kunne reddes af de belgiske investeringer, der almindeligvis anslås til en værdi af o. 30 milliarder kr.

På denne baggrund kastedes da et primitivt, tilbagestående afrikansk samfund på 13 - 14 mill. mennesker uden national samhørighed og uden demokratiske traditioner, endsige elementær politisk opdragelse, på hovedet ud i en valgkamp, der skulle lede op til dannelse af den første kongolesiske regering o. den 15. juni 1960. Hvordan reagerede de kongolesiske folkestammer i en så afgørende stund i landets historie?

Fra det øjeblik, uafhængigheden var en kendsgerning, smuldrede ganske naturligt de sidste rester af den belgiske autoritet væk. Bantu-negeren respekterer kun styrke, og "mundele" (den hvide mand) havde jo tabt. Ganske vist havde den brede masse kun vage forestillinger om, hvad uafhængighed egentlig var. Ordet findes ikke engang i de indfødtes sprog. Men ét ansås for givet, nemlig at den hvide mand måtte rejse, og at hans huse og biler m.v. ville blive fordelt, lønningerne stige og skatterne falde væk. Altså tog man i vidt om-



fang på forskud og lod eksempelvis være med at betale skat, ligesom man adskillige steder "inspicerede" de huse, man havde udset sig. Embedsmændene rundt i landet måtte sidde med hænderne i skødet. Retssager blev ikke bragt for domstolene, og almindelig lovløshed og ulovlige strejker bredte sig. Den sorte magi i øvrigt ligeledes, nu og da isprængt tragikomiske træk af moderne teknik. Et sted i Leopoldville-provinsen lod en "profet" således bygge en balustrade, fra hvilken han efter "telefonisk" samråd med de højere magter løste sine proselyters problemer! I begejstringen over den hvide mands nederlag gik man i vidt omfang så langt som til mod al sund fornuft at nægte at lade sig vaccinere mod tropesygdomme. Med autoritetens opløsning var der frit spillerum for det traditionelle stammehad, der udartede til barbariske fejder, ofte med udspring i det overleverede afrikanske syn på ejendomsretten til jorden, der i princippet ikke kan overdrages, hvilket under moderne forhold selvsagt skaber uløselige problemer. Stamme-antagonismen har bl.a. haft til følge, at de fleste af Leopoldvilles afrikanske kommuner i øjeblikket er erklæret i undtagelsestilstand.

Virkningerne på det økonomiske område er ikke udeblevet. Kapitalflugten antog et så foruroligende omfang, at der måtte indføres en drastisk valutakontrol. Børskurserne har i det sidste halvandet år været genstand for et katastrofalt fald; kolonipapirer, der traditionelt ansås for den sikreste pengeanbringelse, er faldet med op mod 75 pct. i værdi. Kongo-franc'ens stabilitet er truet, statskassen er tom, importen reduceret til et minimum, og budgettet er ude af balance. Udgifterne, navnlig til social forsorg, almen undervisning og forbedringer af landets almindelige infrastruktur, har stået i misforhold til den økonomiske bæreevne på landets nuværende udviklingstrin, en typisk problemstilling for et underudviklet land, der har behov for tilførsel af fremmed kapital og som forudsætning her-



for politisk stabilitet. De mange intrikate økonomiske problemer, såsom en opgørelse af Kongo-boet og fastlæggelse af retningslinier for et eventuelt fremtidigt økonomisk samarbejde mellem Belgien og Kongo, har været drøftet på en netop afsluttet ny rundbordskonference i Bryssel. Når den fulde tekst til de på konferencen vedtagne rekommandationer måtte nå hertil, vil de blive gjort til genstand for en departemental indberetning. Flere medlemmer af eksekutivkollegiet har dog taget forbehold over for konferencens resultat, der udelukkende betragtes som en dokumentation for den kommende regering.

Selve valgkampen har i vidt omfang været præget af personlige og stammemæssige modsætninger. I visse områder vovede modstandere af det stedlige dominerende parti sig end ikke ind. Politiske attentater m.v. har hørt til dagens orden. Partimilitser sprang op af jorden som paddehatte, valgurnerne er blevet stjålet etc. etc. Om demokrati i sædvanlig forstand er der naturligvis under sådanne vilkår ikke tale. Til trods herfor er det dog muligt at skelne visse politiske tendenser. Som nævnt er stammerne - efter europæisk målestok svarende til folkene - de fleste steder rammen om det politiske liv. To partier, Den kongolesiske nationale Bevægelse og Det nationale Fremskridtsparti, har dog forsøgt at etablere sig som "nationale" partier. Den kongolesiske nationale Bevægelse ledes af panafrikanismens repræsentant i Kongo, hr. Patrice Lumumba (gkl's nr. IV af 9.11.59), en ambitiøs og hensynsløs, tidligere straffet, postassistent, der i sin valgkampagne skovlede penge ud, hidrørende formentlig både fra kommunistiske og kapitalistiske kilder. Det nationale Fremskridtsparti er derimod et moderat, europæisk inspireret parti. Blandt de øvrige partier kan man foruden Sekou Touré-prægede socialistiske udskille rent marxistiske og moderat-konservative tendenser. Det store problem er, om det lykkes hr. Lumumba at komme til magten, i hvilket tilfælde man let risikerer et diktatur. Han kan



dog ikke ad normal vej vinde flertallet. Den kommende regering burde derfor - om man ræsonnerer på "europæisk" - blive en koalitionsregering med hr. Lumumba, hvis snuhed frygtes af de øvrige ledere, i opposition. I det sorte Afrika er livet, også det politiske, imidlertid fyldt med paradokser og overraskelser. Udelukkes kan det derfor næppe, at de politiske ledere efter valget bliver enige om at betragte valgkampen som en storslået afrikansk "palaver" og at danne en art national samlingsregering, hvor der er en plads til alle, der virkeligt har noget at sige. I en sådan afrikansk løsning, der altså ville sætte de almindelige demokratiske principper ud af kraft, kunne man med f.eks. lederen af det nedrekongolesiske parti ABAKO, Joseph Kasa-Vubu - den første, der rejste frihedsfanen - som statschef, en moderat leder som premierminister og hr. Lumumba som udenrigsminister formentlig skaffe Kongo politisk ro, i hvert fald i landets første uafhængige periode. Også i Afrika gælder det til syvende og sidst, at politiske ledere, uanset uddannelse, vokser med opgaven.

Som nævnt er det hensigten, at den første kongolesiske regering skal dannes o. den 15. juni 1960. I det nuværende politiske klima er én måned imidlertid en lang periode, specielt i betragtning af, at de politiske lederes tag i masserne har vist sig ikke at være fast etableret. Det erkendes åbent, at udviklingen på ny er løbet fra belgierne. Flere af de politiske partier fremsætter endda trusler om at sabotere de på rundbordskonferencen i januar - februar trufne beslutninger, herunder de igangværende valg. Med henblik på at søge situationen rettet op har der derfor i de sidste dage i Bryssel været ført forhandlinger mellem den belgiske regering og generalguvernøren, ledsaget af medlemmerne af det kongolesiske eksekutivkollegium, bortset fra hr. Lumumba, der nægtede at begive sig til Bryssel, så længe ministeren for Belgisk Kongo og generalguvernøren



"forholdt sig passive". Resultatet af overvejelserne er blevet, dels at der under højlydte protester fra politiske ledere sendes militære forstærkninger til Kongo, dels at der - ved siden af de hidtilværende to Kongo-ministre - er udnævnt en tredje minister, uden portefølje og med bopæl i Leopoldville indtil uafhængigheden. Visse af de kongolesiske politiske partier havde krævet og kræver stadig øjeblikkelig dannelse af en provisorisk kongolesisk regering.

Selv om billedet således i øjeblikket tegner sig lidt dystert, må det dog ikke glemmes, at det ville have været for urealistisk at vente en suverænitetsovergang og en politisk magtkamp helt uden rystelser. Lykkes det imidlertid at skabe et stabilt politisk styre og at holde landet samlet, skulle Kongo have alle muligheder for på lidt længere sigt at blive et af de ledende lande i det sorte Afrika. Landet er som bekendt potentielt uhyre rigt og har et stærkt stigende fødselsoverskud. Økonomisk og teknisk bistand er imidlertid et pressende problem. Den kommunistiske interesse for landet har derfor allerede på forskellig vis manifesteret sig. Samtaler med kongolesiske politiske ledere lader dog formode, at der består en udbredt angstelse for såvel en politisk som en økonomisk neo-kolonialisme, forøvrigt også i forhold til Belgien. Det uafhængige Kongo vil derfor sikkert følge en neutralistisk politik og f.eks. akceptere bistand fra øst som fra vest. I hvilket omfang, de ca. 10.000 belgiske embedsmænd vil forblive i landet, er det ikke muligt med sikkerhed at vide. Man må dog sikkert regne med en ganske betydelig frivillig eller tvungen afgang. Administrativ bistand i overensstemmelse med de af generalsekretær Hammarskjöld tidligere på året fremsatte tanker ville følgelig være en konstruktiv hjælpeforanstaltning.

En genpart af nærværende beretning er samtidig hermed tilstillet den kgl. ambassade i Bryssel.

Jeg har den ære at forblive  
med den mest udmærkede højagtelse  
hr. Udenrigsministerens ærbødigste

S.Sandager Jeppesen



KGL. DANSK GENERALKONSULAT

LEOPOLDVILLE, DEN 19. januar 1960.

JOURNAL NR. 121.Belg.  
Kongo.1/a.

Nr.I.

Kongos uafhængighed.  
Gkl.'s nr. IV af 9.11.59.

Hr. Udenrigsminister,

Den 20. januar åbnes i Bryssel en belgisk-kongolesisk politisk rundbordskonference. Dermed er den egentlige dialog mellem Belgien og Kongo endelig påbegyndt, og Kongos definitive afkolonisering indtrådt i sin slutfase, der, efter alle solemærker at dømme, vil blive kort. Den i min ovenciterede beretning omtalte belgiske regeringserklæring af 16. oktober 1959, i hvilken der taltes om uafhængighed for Kongo (senest) i 1964, er i dag således kun et historisk aktstykke, bærende vidnesbyrd om manglende belgisk indføling med den politiske udvikling i det sorte Afrika. Ministeren for Belgisk Kongo og Ruanda-Urundi, De Schrijver, har i offentlige udtalelser for nylig draget konsekvensen heraf og erklæret, at 1960 ville blive "uafhængighedens år". Fra kongolesisk side er kravet uændret øjeblikkelig uafhængighed.

Kongo er ved rundbordskonferencen repræsenteret af en talstærk delegation, ved hvis udvælgelse kommunevalgene i december 1959 har været vejledende. En nærmere analyse af disse valg er i dag uden større interesse, idet alle har blikket rettet mod de almindelige valg, der ventes at ville følge umiddelbart efter konferencen. Det kan dog anføres, at de

...../

Hr. Udenrigsminister J.O. Krag,

UDENRIGSMINISTERIET



yderliggående nationalistiske partier, som ventet, blev valgets sejrherre, det stærkeste og eneste virkeligt organiserede parti ABAKO (Alliance des Bakongos) gennem den af partiet ved ikke-deltagelse i valgene proklamerede "folkeafstemning". Sondringen mellem moderate og yderliggående partier har i øvrigt mistet en hel del af sin betydning dels ved, at ABAKO, med Gandhi som forbillede, er slået ind på en linie af passiv modstand og bl.a. har givet afkald på en ensidig proklameringspr. 1. januar 1960 af republikken Centralkongo (Leopoldville-provinsen), dels ved at den yderliggående fløj af den kongolesiske nationale bevægelse, M.N.C. (Mouvement National Congolais), i nogen grad er lammet som følge af, at lederen, Patrice Lumumba, fortsat er fængslet. Hertil kommer, at der blandt de kongolesiske politiske ledere er nogenlunde enighed om det principielle krav: øjeblikkelig uafhængighed inden for rammerne af en føderalistisk eller konføderalistisk stat, organiseret på grundlag af almindelig valgret. Kongoleserne har derimod naturligt nok ikke været i stand til at præsentere en enig front hverken med hensyn til enkeltheder i den kommende uafhængige stats struktur eller med hensyn til den fremtidige forbindelse med Belgien. M.N.C. (Lumumba-fløjen), der kun har fået tildelt en talmæssigt beskeden repræsentation i den kongolesiske delegation, er dog stadig modstander af et føderalistisk system og har til stor overraskelse slået til lyd for, at uafhængigheden først proklameres den 30. december 1960. Partiet går i øvrigt også, som ABAKO, nu ind for passiv modstand. Overraskelsen må navnlig ses på baggrund af hr. Lumumbas ubeherskede optræden på partikongressen i Stanleyville i oktober 1959, jfr. min oven citerede beretning. Det politiske liv følger således her, som andetsteds i det sorte Afrika, sine egne, ofte uransagelige, veje.

...../



Taget som helhed må det altså siges, at optakten til rundbordskonferencen finder sted i et klima af afspænding. Kong Baudouins overraskende Kongo-rejse, der naturligt nok ikke i sig selv løste - og vel ejheller kunne løse - nogle af de fundamentale problemer, har muligvis bidraget hertil. Det er næppe overdrevet at sige, at kongoleserne gennemgående betragtede Kongens rejse som "uafhængighedens rejse". Bantu-filosofiens autoritetstro fornægtede sig ikke. Det var Bula Matari (klippeknuseren) - en indfødt betegnelse for den mægtige høvding, som de belgiske konger har arvet fra Stanley - der var kommet i egen høje person, fordi han havde hørt, at hans undergivne ikke havde det godt.

Om det belgiske oplæg til selve konferencen foreligger der kun sparsomme oplysninger. Minister De Schrijver har dog til pressen udtalt, at det udelukkende drejer sig om en politisk konference og ikke om en grundlovgivende forsamling. Efter konferencen vil det derefter være den belgiske regerings sag at realisere de rekommandationer, der måtte være overvejende enighed om blandt kongoleserne. Konferencen skal således efter hr. De Schrijver udelukkende spille en rådgivende rolle og f.eks. ikke fastsætte nogen dato for suverænitetsovergangen, selv om en drøftelse af tidstabellen dog ikke udelukkes.

Allerede denne belgiske opfattelse af formålet med konferencen rummer kimen til misforståelser, idet der hos kongoleserne er en udbredt forventning om, at den kongolesiske delegation er rejst til Bryssel for at ordne de sidste enkeltheder i forbindelse med magtovertagelsen og ikke blot for at forhandle om statens struktur og datoen for de kommende valg m.v. På belgisk hold er man ikke helt uden ansvar herfor.

Til slut kan det tilføjes, at ABAKO og de med dette associerede partier, herunder M.N.C. (Kalonji-fløjen), jfr. min ovenci-

...../



terede beretning, har fremlagt et ret detaljeret udkast til den statsretlige struktur for "Unionen af centralafrikanske Republikker" eller URAC (L'Union des Républiques d'Afrique Centrale). Den kommende forbundsstat vil således næppe komme til at bære navnet Kongo, hvilket navn dog formentlig vil leve videre i enkeltstaten Centralkongo. Gennemførelsen af ovennævnte program har bl.a. til naturlig forudsætning, at den rige Katanga-provins i den sydøstlige del af Kongo ikke gør alvor af slet skjulte separatist-trusler, hvilket i givet fald ville umuliggøre en bibeholdelse af landets enhed, selv på en føderalistisk basis. Repræsentanter for Katanga-provinsen har dog foreløbig indskrænket sig til, umiddelbart forud for konferencen, at give udtryk for, at Kongos 6 provinser burde have et lige antal stemmer i de forsamlinger, der måtte forhandle om landets fremtidige skæbne, og at de enkelte provinser kun kunne være bundet af beslutninger, for hvilke samtlige provinser havde stemt. Det må i denne forbindelse ikke glemmes, at Kongo, der lider under et typisk afrikansk modsætningsforhold mellem landets øvre og nedre dele, ikke har en enkelt, stærk og midtsamlende, national skikkelse. Bevares enheden, vil den kommende uafhængige stat derimod sikkert vise sig i stand til, på basis af de gennemdisciplinerede indfødte væbnede styrker, nogenlunde at opretholde ro og orden, bortset fra mindre stammekrige, som man ikke tager særlig alvorligt i Afrika. Indfødte politiske ledere har allerede så småt antydnet, at de efter uafhængigheden ville få brug for den meget dynamiske leder af disse styrker, general Janssens, der selv for nylig spøgende har sagt til mig, at han som følge heraf ville være den sidste belgier, der kunne blive tvunget til at forlade Kongo.

...../



En genpart af nærværende beretning er samtidig hermed tilstillet den kgl. ambassade i Bryssel.

Jeg har den ære at forblive  
med den mest udmærkede højagtelse  
hr. Udenrigsministerens ærbødigste

S.Sandager Jeppesen

C/POLE 130 Congo

file

ORGANISATION DES NATIONS UNIES  
AU CONGO



UNITED NATIONS ORGANIZATION  
IN THE CONGO

BOITE POSTALE 7248  
LEOPOLDVILLE  
REPUBLIQUE DU CONGO  
CABLE : ONUC LEOPOLDVILLE

INTER - OFFICE MEMORANDUM

Ref: HQ15/62

23 janvier 1962

A :  
De : Dr. S. Linner Officer-in-charge ONUC HQ Leopoldville  
Objet : A.H. Nacheat, Deputy Chief Civil Mission ONUC Bukavu

Libre circulation des personnes et des véhicules sur la route Bukavu/Usambura

Info: Mr. R. Rossborough ✓  
Mr. C.A. Gaviola

Prière de trouver ci-joint photocopie de la lettre D10/178 du  
16 janvier du Président du Gouvernement Provincial du Kivu. Nous  
vous transmettons l'accord intervenu entre la Délégation du Gouvernement  
du Burundi et le Gouvernement Provincial du Kivu.

Pièces jointes:- Photocopie lettre  
Photocopie accord

AHN:jp



*a distribuer aux fait*  
*HS*

15 décembre 1961

A : M. Ivan Smith, Représentant des N.U. à Elisabethville  
M. K.H. Englund, Représentant des N.U. à Stanleyville  
M. Habal, Chef des Affaires civiles à Coquilhatville  
M. E.S. Packham, Chef des Affaires civiles, Luluabourg  
M. C.A. Gaviola, Chef des Affaires civiles, Bukavu.

DE : N. Kanakarathne, Conseiller juridique, Léopoldville *hpt.*

OBJET : Accord entre la République du Congo et les Nations Unies.

Ci-joint, veuillez trouver quelques exemplaires de l'Accord ci-dessus mentionné, dans sa forme originale en français, de même qu'une traduction officieuse en anglais.

Cet Accord a été signé à New York le 27 novembre; il est pleinement exécutoire, avec effet rétroactif à la date de l'entrée des Nations Unies au Congo en 1960.

Peut-être jugerez-vous utile de remettre quelques exemplaires en français à de hautes personnalités parmi les autorités locales.

c.c. à : Dr S. Linner, Chargé de Mission  
M. S.H. Ahmed, Chef des Services Administratifs  
M. M. Khiary, Chef des Opérations civiles. ✓

189

ROUTING SLIP

TO

APPROVAL	NOTE AND RETURN
SEE ME, PLEASE	YOUR COMMENTS
YOUR SIGNATURE	YOUR INFORMATION
NOTE AND FILE	FOR ACTION

1 copie a note  
representant a Cog

✓  
copie envoyée  
a Cog ✓

DATE

FROM

8.12.61



Léopoldville, le 6 décembre 1961

Notre réf: GVT/19/61

Monsieur le Ministre,

Notre représentant à Coquilhatville nous tient constamment au courant de la situation assez critique due à la crue extraordinaire du Congo, qui a envahi une partie de la ville et a coupé tous les moyens de communication avec l'intérieur de la Province. Comme vous le savez les Nations Unies ont un certain nombre d'experts, surtout des médecins, dans cette Province et ces derniers sont à présent complètement isolés par la crue du fleuve.

Etant donné ces circonstances très exceptionnelles, le Commandant de la Force Aérienne de l'ONU peut mettre à la disposition de notre représentant deux hélicoptères qui pourraient maintenir les communications entre Coquilhatville et l'intérieur de la Province et qui pourraient être utilisés essentiellement pour transporter des médicaments et évacuer les malades nécessitant des soins urgents. Les deux hélicoptères en question devraient quitter Léopoldville accompagnés d'un DC3 chargé de carburant. Le DC3 et les deux hélicoptères, avant d'atterrir à Coquilhatville, sont en effet obligés de s'arrêter à Inongo et Banningville afin de faire le plein d'essence.

Il est évident que le succès de cette opération est subordonnée à la pleine coopération du Gouvernement et de l'Armée Nationale congolaise. Il nous est en effet indispensable de recevoir une assurance formelle que les unités de l'ANC stationnées à Inongo et Banningville seront averties du passage des avions et que des instructions précises seront données à toutes les unités de l'ANC et de la gendarmerie de la Province de l'Equateur afin qu'elles ne s'opposent pas aux mouvements et aux activités de deux hélicoptères.

Son Excellence M. Cyrille Adoula,  
Ministre de la Défense Nationale  
de la République du Congo  
Léopoldville

2 / . . .

Le Gouvernement provincial devrait également être avisé de cette aide additionnelle apportée par l'ONUC à la Province, lui enjoignant de faciliter par tous les moyens dont il dispose le bon accomplissement de leur tâche.

Lors du voyage qu'entreprendront ces trois appareils je crois qu'il serait bon d'envisager de détacher un officier de l'Etat-Major de l'Armée Nationale pour les accompagner.

Je vous serais donc reconnaissant, Monsieur le Ministre, de bien vouloir marquer votre accord à ce projet et de donner toutes les directives nécessaires à cet effet ainsi que de m'indiquer le nom de l'officier de l'ANC qui accompagnera les trois appareils de Léopoldville à Coquilhatville.

Il serait également fort utile si nous pouvions avoir une copie des instructions que vous voudrez bien donner afin que nous puissions les retransmettre à notre représentant à Coquilhatville.

Etant donné le caractère d'urgence qui s'impose dans cette affaire je vous prierais de la traiter avec toute la célérité qu'elle mérite.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma très haute considération.

Sture Linnér  
Chargé de la Mission  
des Nations Unies au Congo

cc: Chief, Civ. Ops. ✓

JP/jg



C/402 130 CONGO

5 June 1961

R/R

NOTE FOR FILE

Mr. Paul-Jean Massimango, Member of the Kivu Provincial Assembly, paid me a visit requesting UN intervention in the affairs of Kivu Province. I advised him that the Kivu Provincial Assembly is now in session and that the proper place for him to take such actions would be by exercising the mandate given to him by the people whom he represents in the Assembly.

At the request of Dr. Linner, I talked to Mr. Paul Kamenga, former Minister of Health in the first Central Government and President designated of the State Of EUKAS. Mr. Kamenga expressed his appreciation of UN action to stabilize conditions in Western Kasai and to prevent Kalonji's raids and expressed his sorrow over the tragedy which befell UN troops serving on EUKAS territory in Port-Francqui. His first request was for UN assistance and escort on visit which he planned to make in Western Kasai in order to stabilize political conditions and organize administrative services. I explained to him that it was not possible for us to provide such escorts. He then asked for UN financial assistance in order to pay police and other officials in his "State", which I also explained to him to be impossible.

V. Fabry

Mr. Kamenga then raised the question of UN assistance in training local police forces and supplying teachers. I advised him that such request, if submitted through Foreign Ministry channels, would be given due consideration.

cc. Mr. Linner

Mr. Rossborough ✓

3'

cf Pol 130 Aug 13

C2

2  
2

NNNNUC097

QUE041

RR CUA CUS

LE CUE T 65/66/28

R 281700B

R1 ONUC DUKAVU

TO CUA ONUC LEO

INFO CUS ONUC STAN

BT

UNCLAS STOP BULE 346/61 STOP ABBAS DCOS INFO LINNER KELLY FRO  
FITZGERALD STOP FURTHER TO MY BULE 319 OF 24 MAR AND BULE 329  
OF 25 MAR STOP O/C D COV 3 DONR GOMA REPORTS THAT FRONTIER AGREE-  
MENT DEVELOPING EXCELLENTLY STOP SO FAR NO INTERFERENCE BY PROVINCIAL  
GOVT AS THREATENED BY PRESIDENT OMARHI STOP ON CONTRARY CMA  
LATEST NEWS IS AAA 23 LAISSEZ PASSER GRANTED AND 60 MORE FOR CON-  
SIDERATION ON 30 MAR STOP ONLY TWO TURNED DOWN STOP BBB PRIVATE CAR  
OF DUMONT CMA REFERRED TO IN KELLY'S BU 205 OF 9 MAR AND MY BULE 271  
OF 15 MAR CMA HAS BEEN HANDED BACK TO AUTHORITIES IN KISENYI CMA  
SHOWING GOODWILL ON CONGOLESE SIDE CCC SIX TRAPAC TECHNICIANS  
BEING CONSIDERED ER RETURN TO GOMA CMA THESE TECHNICIANS WORK  
THE PYRAETHRUM FACTORY WHICH HAS CONSIDERABLE ECON IMPORTANCE TO  
KIVU STOP DDD CONSIDER MAJOR REID OF D COV DESERVES CONGRATES ON  
EXCELLENT RESULT HIS PERSISTENT EFFORTS STOP

BT

CFN BULE 346/61 BULE 319 24 BULE 329 25 4 DONR 23 65 30 BU 271

S Z 1X

28/1520Z MAR CUE

1742



C/Pol 130 Congo

ORDONNANCE No DU 1961

82

Nous Joseph KASA VUBU

Président de la République ,

Vu la Loi fondamentale du 19 mai 1960 relative  
aux structures du Congo ;

Vu l' Arrêté No 10 du février 1961 relatif  
à l'exercice du pouvoir législatif et exécutif  
à l'échelon central ;

Vu l'Ordonnance No du février 1961  
fixant le statut général des fonctionnaires  
de la République ;

Sur Propositions conjointes du Ministère des  
Finances et du Ministère de la Fonction  
Publique ;

O R D O N N O N S :

Art.1 - Les traitements des fonctionnaires sont payés par  
référence à des indices s'échelonnant entre l'indice 100 représentant  
le minimum vital et l'indice 1300 .

Art .2 - La valeur du point d'indice est fixée uniformément à  
312 francs .

Art.3. - Aucune indemnité en supplément du traitement ne pourra  
être allouée aux agents de l'Administration sans un texte de loi qui  
déterminera le montant de cette indemnité, la catégorie de fonctionnaires  
qui en bénéficient et les modalités de paiements .

Art 4. - Sont abrogées toutes les dispositions contraires à  
cette loi .

## Canevas pour la préparation des dispositions particulières

### Titre I .- Dispositions générales

Prévoir les différentes catégories de fonctionnaires nécessaires au fonctionnement du département intéressé .

Mentionner devant chaque catégorie, l'appellation qu'il convient de donner à l'agent .

Si le fonctionnement du service nécessite l'emploi de techniciens non fonctionnaires, mention est faite, des dispositions particulières seront prises à cet égard .

### Titre II .- Agents de la première catégorie (leur appellation )

#### Chapitre I .- Dispositions générales

- Définitions exactes de l'emploi
- Fonctions des agents et autorité sous laquelle ils sont placés .
- Echelonnement de leurs traitements .

#### Chapitre II .- Nomination

- Par le Chef de l'Etat ou les Ministres intéressés suivant les grades .  
( voir statut général )
- Catégorie dans laquelle ils sont choisis ou modalités détaillées de recrutement .
- S'ils sont choisis dans un autre corps de fonctionnaires, spécifier la qualité des agents parmi lesquels peut être fait ce choix .
- S'ils sont recrutés :
  - a) mentionner les titres scolaires ou universitaires que doit avoir le postulant à l'emploi .
  - b) Dans le cas où le postulant appartient déjà à l'administration, possibilité de pourvoir pour lui des conditions moins sévères.
  - c) Déterminer la nature et la durée du stage auxquels sont astreints les candidats reçus au concours .



- d) prévoir la nature et la durée du stage auquel sont astreints les candidats reçus au concours .
- e) Titularisation des agents en fin de stage
- f) Cas des agents qui n'auront pas donné satisfaction pendant le stage ( prolongation de stage, réintégration dans le cadre d'origine, licenciement ) .

### Chapitre III .- Avancement

Durée minimum du temps requis dans un échelon pour accéder à l'échelon supérieur . ( voir statut général )

#### Titre III .-

Agents de la deuxième catégorie

#### Titre IV .-

Agents de la troisième catégorie

#### Titre V .-

Agents de la quatrième catégorie

#### Titre VI .-

Agents de cinquième catégorie

#### Titre VII .-

Agents de la sixième catégorie

Même type de plan que pour les agents de la première catégorie .

- NB) Il est entendu que les dispositions communes à tous les fonctionnaires et non mentionnés dans les statuts particuliers, sont régis par le Statut général .

INCOMING CLEAR

C/POL 130 CONGO

To : DAYAL, LEOPOLVILLE

From : SECGEN, NEWYORK

Date : 25 February 1961

No : 1329

Herewith transmittal of letter received to-day from Bahizi  
"délégué permanent adjoint de la République du Congo auprès de l'ONU";

"Monsieur le Secrétaire général,

J'ai l'honneur de me référer à la résolution du 21 février  
adoptée par le Conseil de Sécurité et aux télégrammes que vous ont  
adressés le Président de la République du Congo et le Premier Ministre  
en date du 22 février.

Conformément aux instructions de mon Gouvernement je suis  
autorisé à vous confirmer son offre d'une coopération franche et  
loyale avec l'Organisation des Nations Unies dans la mesure où les  
principes de consultation et de collaboration seront respectés.

Cette collaboration s'étendra à l'application de la résolution  
du Conseil de Sécurité en date du 21 février pour autant qu'un accord  
intervienne relativement aux décisions qui relèvent des affaires  
intérieures du Congo et de l'exercice de la souveraineté nationale.

Mon Gouvernement est persuadé que son interprétation des  
limites de l'action des Nations Unies coïncide avec celles que vous en  
avez vous-même données à plusieurs reprises. Par ailleurs dans une  
lettre du 14 janvier, votre Représentant à Léopoldville souscrivait  
entièrement à la déclaration du Chef de l'Etat selon laquelle 'les  
principes directeurs qui se dégagent des résolutions adoptées par  
l'Assemblée générale et le Conseil de Sécurité doivent voir la limite  
de leur application rester dictées par la Charte elle-même'. Il ajoutait



que 'il ne doit jamais être permis qu'aucune action des Nations Unies dépasse les responsabilités qu'elles exercent en vertu de la Charte en aucune circonstance' et que 'le principe de la non-intervention dans la politique intérieure du Congo est, à tous effets, une partie intégrante du cadre dans lequel s'exercent les responsabilités de l'Organisation'.

Examinant l'application des principes repris ci-dessus aux paragraphes A.2 et A.3 de la résolution du 21 février, le Gouvernement de la République du Congo a été amené à dégager les règles et les conclusions suivantes: Une distinction doit être faite entre les mesures que peuvent être amenées à prendre les Etats Membres de l'Organisation pour le retrait des personnels militaires et paramilitaires et des conseillers politiques ne relevant pas du Commandement des Nations Unies, et celles que pourrait accepter de prendre le Gouvernement du Congo quant à l'évacuation de membres de ce personnel. Il convient en effet de souligner que des décisions relatives à l'admission ou au refus d'admission au Congo de conseillers étrangers ainsi qu'à l'évacuation de ces mêmes conseillers résident actuellement au Congo, relèvent des prérogatives du Gouvernement congolais dans l'exercice de sa souveraineté nationale. Il entend maintenir son libre choix dans le recrutement de conseillers tout en le conciliant dans la mesure du possible, avec le respect des résolutions du Conseil de Sécurité et de l'Assemblée générale.

Dans ces conditions, la mise en application de la décision du 21 février relative au retrait et à l'évacuation du personnel étranger doit tenir compte, notamment, des principes ci-dessous au respect desquels mon Gouvernement est fermement attaché.

En premier lieu, il estime que le retrait de tout conseiller étranger doit être subordonné à son remplacement préalable par un élément présentant les qualifications requises et dont le recrutement aurait son agrément.

Conformément aux principes qui ont été généralement acceptés dans le passé, le Gouvernement congolais demande la collaboration de l'ONU pour le recrutement de ce personnel qualifié. Parmi les critères qui dicteront l'agrément qu'il sera amené à donner sur ces recrutements, figurera notamment l'absence de tout lien entre les candidats et les gouvernements qui ont reconnu comme légales les autorités qui prétendent s'exercer actuellement, dans les provinces Orientales et du Kivu. Il ne vous échappera pas en effet que le retrait de conseillers qui ne serait pas compensé par la mise à la disposition du Congo d'éléments dont l'efficacité et le loyalisme vis-à-vis des autorités légales ne sauraient être mis en doute, aurait pour effet de désorganiser les structures administratives du pays alors que l'objectif de l'action des Nations Unies est, au contraire, de les renforcer.

En raison des difficultés que ne peut manquer de soulever l'application des paragraphes repris ci-dessus de la résolution du 21 février, le Gouvernement du Congo sollicite le concours de l'Organisation et du Secrétaire général et lui demande, notamment, de prendre à sa charge les conseillers actuellement en fonctions dont le concours apparaîtrait indispensable et dont le remplacement s'avérerait difficile. Il souhaite obtenir l'assurance que l'ONU pourra assumer, en tout ou en partie, la rétribution des conseillers dont l'Organisation assurerait le recrutement ou qu'elle reprendrait à sa charge.

Vu la complexité des problèmes que soulève cette question, et entre autres les difficultés que pose le recrutement de conseillers aussi bien que celui du personnel militaire et para-militaire, et celles qui se poseraient si les droits acquis n'étaient pas respectés, le Gouvernement de la République suggère qu'il soit procédé à des consultations entre les représentants du Secrétaire général et ceux que désignera à cet effet le Président de la République.

Je saisis cette occasion, Monsieur le Secrétaire général, de renouveler à Votre Excellence les assurances de ma haute considération."



C/POL 130 CONGO

file

10 February

1

Mr. A. Galinski, Acting Chief, UN Civilian Operations in the Congo  
G. Dumontet, Special Assistant to the Chief of Civilian Operations  
Visit of M. Raphaël Gofy

M. Raphaël Gofy, attaché de Cabinet au Ministère de l'Intérieur, de la tribu Mongo, Président de la Jeunesse du parti MNC pour Léopoldville (groupement, d'après lui, 700 membres) a demandé à me voir ce matin pour me remettre une requête.

Une réunion du Groupe de la Jeunesse du Parti MNC pour Léo s'est tenue jeudi soir à Sandelungwa (Léo) de 5 à 10 p.m. (403 personnes), à l'issue de laquelle le Président a été mandaté pour demander à l'ONU :

- (i) la libération immédiate de M. Patrice Lumumba;
- (ii) le désarmement immédiat de tous les militaires de toutes les provinces sans distinction;
- (iii) le maintien au Congo des Forces de l'ONU et de ses activités.

passed to MARTIN